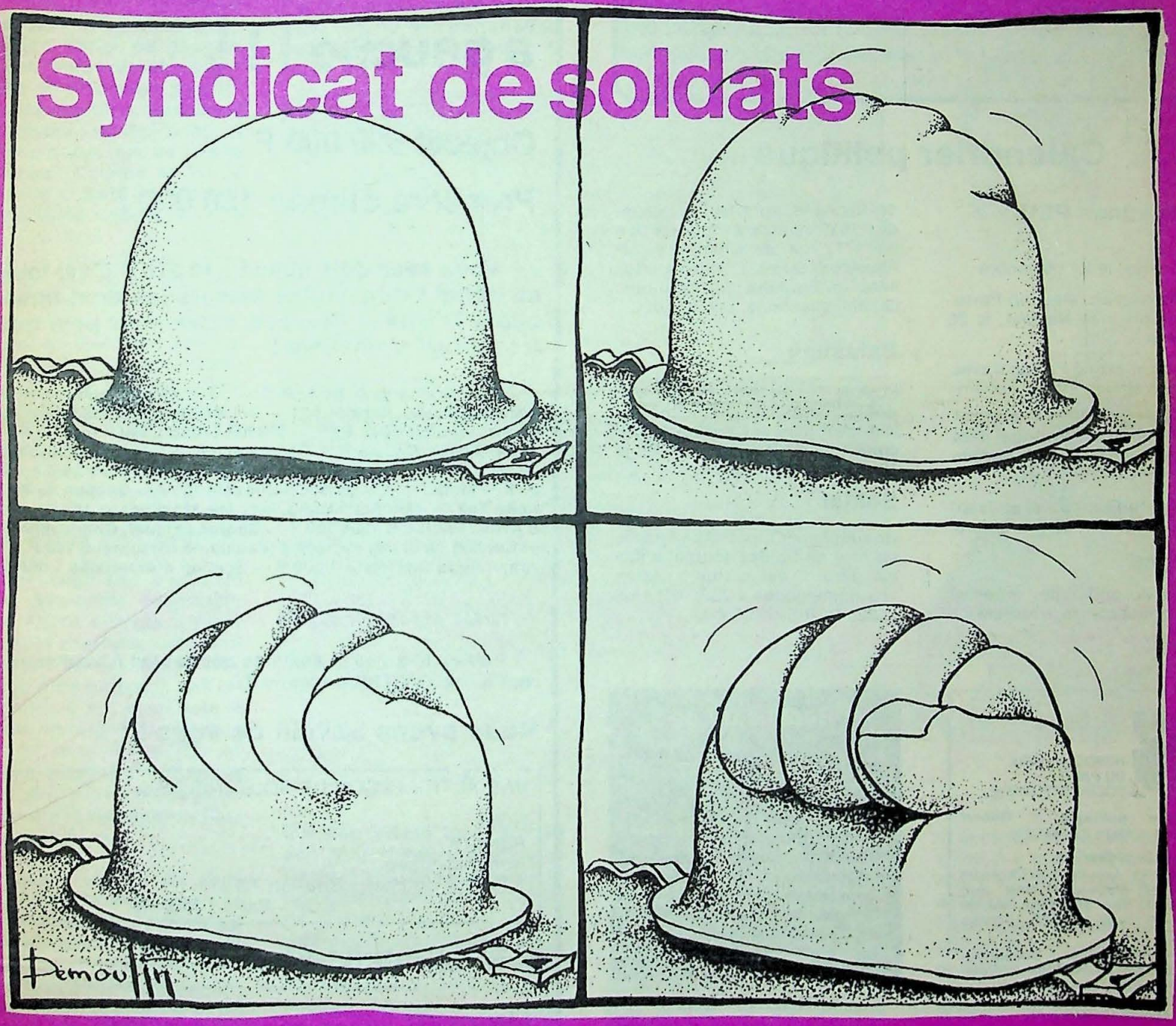
N° 678 du 15 au 22 novembre 1975 - 3,50 F
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune socialiste

PSU

Syndicat de soldats



les répercussions d'une initiative

Sommaire

CADRE DE VIE : Elus municipaux et militants révolutionnaires .... p. 4
Les AP.F pour un syndicalisme du cadre de vie .... p. 5

SOCIAL : Air France, on ne doit pas jouer avec une grève .... p. 6
Saint-Malo, la guerre de l'usure .... p. 7

ARMEE : Syndicat de soldats, les ondes après le choc p. 8

ESPAGNE : La rupture nécessaire .... p. 10
PORTUGAL-ANGOLA : Le PSU présent à Luanda le 11 novembre .... p. 11
Initiatives Portugal .... p. 11
CHILI : cinq ans après l'unité populaire .... p. 12

THEATRE : Germinal .... p. 14
CINEMA : Pasolini victime de la société .... p. 15
SELECTION TELE .... p. 15

CFDT : derrière le goût et le sens des formules ..... p. 16

Photos : AFP p. 3 - Collombert p. 4, 5 - Weiss (Adja) p. 6 - Cohen (Agip) p. 7 - Wattel (Fotolib) p. 8 - Darde (Fotolib) p. 12 - Consort p. 13 - Strosser p. 14 - DR p. 15.

Calendrier politique

● Meetings PSU

● A Annecy, le 21 novembre ;

● A Montauban, meeting Portugal avec Maurice Najman, le 26 novembre ;

● A Auch, meeting Portugal avec Maurice Najman, le 27 novembre ;

● A Albi, meeting Portugal avec Maurice Najman, le 28 novembre ;

● A Vitry-le-François avec François Péronnet, le 28 novembre.

Espagne

Un gala de solidarité, organisé par le comité contre la répression en Espagne, aura lieu le dimanche 16 novembre à partir de 16 h au 177, rue de Charonne (M° Alexandre Dumas) : vidéo sur les luttes en Espagne ; informations, débats, chanteurs, crèche, bar.

Palestine

Pour le 1er anniversaire du discours d'Arrafat à l'ONU et du soulèvement dans les territoires occupés, meeting à la Mutualité le 16 novembre à 20 h 30.

Soldat

Un supplément spécial de 4 pages au n° 4 de **Soldat**, journal d'IDS est paru. Il est gratuit : passez vos commandes à IDS, BP 112, 75825 PARIS-CEDEX 17.

Tribune socialiste
ts
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAULT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :
Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Rectificatif de la une n° 677

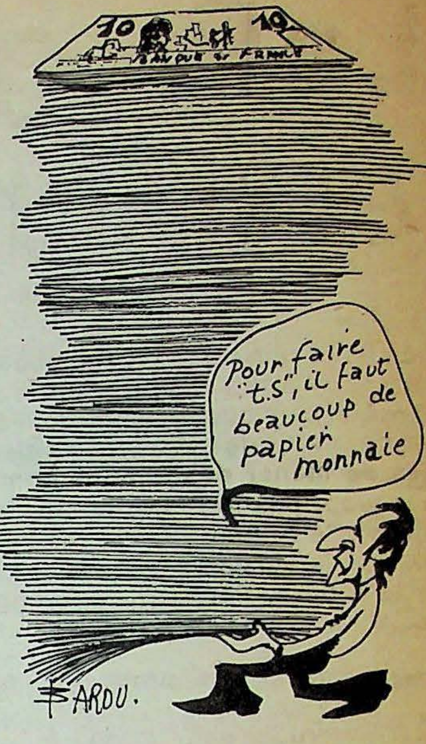
Une erreur s'est glissée dans TS de la semaine dernière, en première page; la section syndicale de soldats créée à Besançon n'est pas CFDT mais autonome et soutenue par l'union locale CFDT.

Communiqué

Pour la plainte déposée par Geneviève Leduc, victime d'un tir de grenade, tir tendu, à l'angle de la rue François 1er et de la rue Quentin Bauchard, la nuit du 26 au 27 septembre à 23 h, nous avons besoin de témoignages supplémentaires, en particulier sur les tirs tendus de la police parisienne (témoignages, photos) et sur les autres « accidents » (identification des autres personnes). Merci. Téléphoner au 250.95.83.

Pour un nouveau TS ! ! !

Soyez adroits, placez votre argent à gauche ! ! !



Objectif 500 000 F

Première étape : 150 000 F

Vous avez déjà donné : 10 075 F c'est toujours un début ! Comme les camarades dont nous publions la liste ci-dessous, aidez-nous pour que votre journal s'améliore !

— J. Brichard, Angers 20 F — JM Passenal, Marseille 50 F — Denise Hamelin, Annecy 50 F — JM Bailleux, Amiens 50 F — Camille Girard, Neufchateau 50 F — Michel Claude, Mirecourt 35 F — Jacques Binder, Caisse des Dépôts 100 F — J.L. Craipeau, Paris 11e 100 F — Section Beaumont-sur-Oise 45 F — Hugues Sibille, Paris 7e 50 F — Madeleine Azema, Courbevoie 100 F — Section de Pelussin, Loire 100 F — Michelle Boiry, Issy-les-Moulineaux 100 F — Section d'Arras, Pas-de-Calais 100 F — Georges Fiquet, Gennevilliers 100 F — Section de Clichy sur Seine (deuxième versement) 140 F — Fédération de la Dordogne 1 000 F — Section d'Albertville 1 000 F

TOTAL : 13 265 F

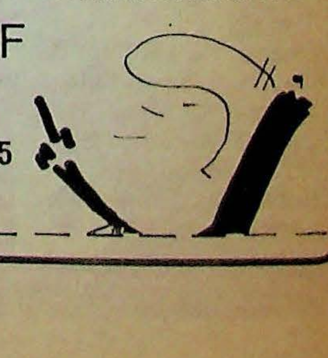
Petites et grosses sommes mises bout à bout nous aideront à faire VOTRE nouveau TS.

Nous avons besoin de vous !!!

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :
NOM : ....
Adresse : ....
Somme versée ....
à l'ordre du PSU « Soutien TS »
CCP - Paris 14020 44

● et abonnez-vous à TS...

Un nom : ....
une adresse : ....
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)



TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65

Le Programme commun est bien défendu

La lettre que nous avons reçue du Secrétariat national du parti socialiste est tout à fait édifiante. Sur mandat de sa Direction politique nationale, le PSU avait proposé une entrevue aux partis de gauche. Il s'agissait d'examiner les possibilités de mener des actions communes. Les problèmes ne manquent pas : la lutte contre la politique économique du pouvoir, le soutien aux luttes des travailleurs, la défense des libertés, la solidarité avec ceux qui mènent le combat pour le socialisme au Portugal, en Espagne et ailleurs. Seul le parti socialiste nous a répondu par une fin de non-recevoir.

Même si nos propositions ne sont pas retenues, nous estimons nécessaire et utile d'en discuter avec les partis de gauche, tout en poursuivant l'effort propre du PSU pour populariser ses objectifs, contribuer à l'organisation des luttes et au développement de l'unité populaire. Comme le dit le rapport d'activité de la Direction politique nationale : « La reconstruction de l'unité après la période du Programme commun est une affaire de longue haleine ».

Nous n'attendons pas de miracles de ces rencontres. Mais, pour les militants ainsi que pour les masses influencées par les organisations politiques et syndicales auxquelles nous nous adressons, il importe de démontrer que, du côté du PSU, la volonté unitaire est constante.

Il ne s'agit pas d'ailleurs d'une démarche propagandiste. Notre attitude a pu, à plusieurs reprises, faire progresser l'action commune, soit au plan national, soit localement. C'est ainsi que, le 10 juin, un large accord comprenant tous les partis de gauche, ainsi que la CGT, la CFDT et la FEN a pu se réaliser contre la répression dans les entreprises.

L'accord conclu au mois d'août avec le PCF contre le danger fasciste au Portugal et pour le soutien des acquis de la révolution a eu des répercussions importantes, entraînant bien souvent la CFDT et, dans une trentaine de fédérations, le parti socialiste.

Mais c'est ici que le bât blesse le Secrétariat national du parti socialiste. Car les « récentes prises de position publiques » **du PSU auxquelles il est fait allusion dans la lettre de Pierre Beregovoy concernent bien notre attitude dans l'affaire portugaise. Le Secrétariat du PS n'a pas admis notre accord avec l'un de ses partenaires du Programme commun. Il n'a pas admis que, devant son propre refus d'engager l'action pour la défense de la révolution portugaise, le PSU en prenne l'initiative. Il n'a pas admis que le PSU ne s'aligne pas sur son soutien inconditionnel à Mario Soarès, soutien lui-même contesté par nombre de ses militants.**

Parti Socialiste
Secrétariat National

Paris, le 24 octobre 1975

Monsieur Michel Mousel
Secrétaire National du PSU

Cher camarade,

Nous avons bien reçu en son temps votre lettre du 2 octobre 1975 nous proposant d'avoir un échange de vues sur la situation actuelle.

Ainsi que j'avais eu l'occasion de le dire à notre camarade Leduc, le Bureau Exécutif de notre parti, saisi de votre proposition, et compte tenu de vos récentes prises de position publiques, a estimé qu'une rencontre entre nos deux Partis n'était pas opportune pour le moment.

Votre lettre n'apportant pas d'éléments nouveaux, notre Bureau Exécutif a confirmé cette position lors de sa dernière réunion.

Pour le Parti Socialiste, le Programme Commun répond aux exigences de la situation politique, économique et sociale. C'est sur la base de ses objectifs, tant en ce qui concerne les aspirations immédiates des travailleurs que les profondes réformes de structures qui s'imposent, que notre Parti entend développer ses campagnes nationales et les actions communes qu'il propose à ses partenaires de l'union de la gauche contre la politique du pouvoir.

Veuillez croire, Cher Camarade, à mes sentiments socialistes les meilleurs.

Pierre BEREGOVOY
Secrétaire National aux Relations Extérieures.

Dans ces conditions, la référence au Programme commun que la lettre de Pierre Beregovoy nous oppose a quelque chose de dérisoire. Ainsi le parti socialiste, plus orthodoxe en ceci que le parti communiste, ne concevrait le développement de l'action contre la politique du pouvoir que sur la base des objectifs du Programme commun et avec ses partenaires de l'union de la gauche. Il serait facile de montrer que nombre de situations, de revendications, de luttes, surgissent, qui ne sauraient entrer dans le cadre d'un programme élaboré il y a près de cinq ans. Facile aussi d'insister sur la contradiction qu'il y a entre le fait pour le parti socialiste de se réclamer officiellement de l'autogestion et de ne prétendre nouer des alliances qu'avec des partenaires qui la rejettent. Mais le plus étonnant est peut-être encore que cet ostracisme à notre égard émane d'un parti dont les élus collaborent encore avec des partisans du pouvoir dans plus de 180 municipalités.

Incident mineur en soi, la lettre du secrétaire national du parti socialiste est politiquement significative. Elle est, indirectement, un élément dans le conflit qui l'oppose au PC, une nouvelle manifestation de solidarité totale de la direction du PS avec Mario Soarès.

Elle illustre aussi l'usage que l'on peut faire du Programme commun pour stopper le processus unitaire Comme le disait Lesire-Ogrel au Conseil national de la CFDT : « Que voit-on ? Un programme de gouvernement devenu un texte sacré. Plus personne n'y touche, comme si la vie de ce pays s'était bloquée il y a maintenant quelques années ». **Et le même orateur ajoute :** « Il faut que s'instaure un débat réel, que soient pris en compte les besoins tels qu'ils s'expriment, que les solutions se dégagent à partir de confrontations et d'expériences ».

Il est vrai que, si elle persiste dans l'attitude de fermeture dont nous donnons ici un exemple, la gauche, malgré des succès électoraux, sera de moins en moins « crédible ».

Victor LEDUC ■

DE L'ENTREPRISE A LA

Le hasard a fait que, durant ces derniers jours, aient lieu plusieurs assemblées posant des problèmes voisins. Les 8 et 9 novembre, la Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF) tenait une assemblée générale, les groupes d'action municipale (GAM) organisaient leur 11ème rencontre nationale et notre parti réunissait, pour la première fois depuis longtemps, ses élus. C'est donc l'ensemble des actions, des revendications, des formes d'organisation des travailleurs dans les quartiers et les communes qui a été posé au travers de ces diverses réunions.

Au-delà des convergences et des divergences entre notre parti et ces associations, ces réunions sont venues souligner des manifestations et des possibilités nouvelles. Les luttes des travailleurs dans la ville expriment toujours l'opposition au propriétaire, mais celui-ci n'est plus le rentier d'autrefois : ce sont des sociétés immobilières camouflant plus ou moins bien les principaux groupes financiers français et étrangers, ce sont des services publics, instruments de l'Etat capitaliste.

Les luttes pour la réduction des loyers et des charges, au lieu d'apparaître comme des conflits individuels, sont ainsi de plus en plus clairement perçues comme des conflits sociaux et politiques. Les luttes pour les transports et les services publics mettent concrètement en cause l'organisation capitaliste de la ville. Le contrôle

Elus municipaux et militants révolutionnaires

Après les avoir envoyés à la bagarre en 1971, le parti à tous ses échelons et notamment au niveau national avait tendance à les oublier. Certains passaient sur la pointe des pieds, d'autres plus bruyamment. C'était considéré souvent comme normal — dans chaque élu n'y-a-t-il pas un notable qui sommeille ? — ou fatal — l'attirance de la social-démocratie, n'est-ce pas...

Et voilà que se confirme ce qu'on pouvait espérer. On peut être élu municipal et se comporter en militant révolutionnaire. On peut être dans des municipalités d'union où l'on subit les assauts ou les séductions des partenaires et rester quand même au PSU. On peut se trouver isolé, dans de petites communes rurales, et rester fidèle aux engagements pris lors des dernières élections.

des situations diverses

Telle est la première constatation de la rencontre des élus locaux du PSU qui s'est tenue le week-end dernier ; des maires, adjoints, conseillers venus de 41 départements et représentant des situations aussi diverses que des grandes villes comme Saint-Brieuc, Nimes, ou Colombes, des villes moyennes comme Morlaix ou Saint-Dizier, et des communes rurales. Et finalement, si l'on met à part le cas de Grenoble et partiellement celui de Saint-Brieuc, très peu d'élus du parti nous ont quittés lors de la crise de 1974, ce qui, à soi seul, est un témoignage éclatant du refus de la social-démocratie exprimé par la plus grande majorité d'entre eux.

Cela doit nous rappeler à nos responsabilités à leur égard. Il a fallu petit à petit reconstituer les

moyens du travail du parti : comme dans les autres domaines, au lendemain d'Orléans, il ne restait plus rien, ni dossiers, ni archives, ni listes. Cette remise en état a permis la tenue de la conférence (1), et l'ébauche d'un service des élus qui devra progressivement s'étoffer, pour maintenir la liaison entre eux, renforcer la cohésion de l'action politique en ce domaine, fournir des informations techniques et administratives. Ce sera un élément essentiel permettant d'en finir avec la coupure trop ressentie entre ce secteur et le reste du parti, qui demande aussi un effort de la part des sections et des fédérations.

Mais pour cela, il faut aussi se pencher sur les relations entre la stratégie du parti et la présence dans l'institution municipale. Cette question n'a pas été posée dans l'abstrait, mais à travers l'échange des expériences des uns et des autres — qui montre d'ailleurs une remarquable convergence des actions, dans quelque situation qu'elles aient été entreprises.

La perspective de l'autogestion, du double pouvoir, les luttes de contrôle posent directement le problème de l'articulation entre, d'une part le développement de l'organisation autonome des luttes, et, d'autre part, l'appui sur des institutions qui demeurent des éléments de l'appareil d'Etat bourgeois. Les comités de quartier, les commissions extra-municipales, l'aide aux organisations populaires, la contestation vivante de la tutelle étatique et de toutes les formes d'autoritarisme bureaucratique, sont les manifestations les plus fréquentes de cette politique. D'autres voies sont sans doute encore à rechercher.

La politique d'unité populaire, elle aussi, a ses exigences dans le domaine municipal. La commune, par les problèmes qu'elle pose, peut être un cadre favorable à la recherche d'alliances autour d'objectifs concrets entre toutes les catégories exploitées par le capitalisme. Et les élus du PSU, qui se battent pour le soutien aux luttes ouvrières et populaires, qui entendent organiser le débat sur des plates-formes d'action municipale, qui dans les communes rurales cherchent à agir avec les Paysans-travailleurs, recherchent dans ce domaine aussi comment appliquer les orientations de leur parti.

l'échéance des élections

Les expériences réalisées sont encourageantes. Mais elles nous apportent plus encore. Nous ne sommes maintenant plus très loin des élections municipales, qui auront certainement une grande importance politique et auxquelles le PSU ne saurait se dérober. Or les pièges abondent, comme toujours : l'électoralisme, la dispersion des stratégies, les contraintes fantastiques de la gestion, souvent dénoncés par nos camarades. A partir des discussions de la rencontre, la direction du parti va être mieux armée pour préparer le PSU à cette échéance, pour qu'il y apparaisse uni et cohérent avec ses principes. Et, si possible, plus que le seul PSU : le courant autogestionnaire dans son ensemble, parce que ce peut être pour lui-même une occasion de s'affirmer politiquement.

MICHEL MOUSEL ■

(1) Encore certaines fédérations se sont-elles abstenues de répondre au questionnaire envoyé il y a plusieurs mois. Pensaient-elles que ça ne servirait à rien compte tenu de l'expérience du passé ?

VILLE, UN SEUL COMBAT

populaire des prix et de la qualité des marchandises met en question le profit mais aussi la finalité de la production.

Ainsi dans ces luttes apparaissent en même temps la nécessité et la possibilité d'un nouveau syndicalisme, rassemblant les travailleurs pour la transformation du mode de vie, du cadre de vie et la prise en main de la commune.

Sur ce terrain, l'enjeu ne peut se réduire à la nationalisation des moyens de production : il met en question l'ensemble de l'organisation sociale. Le mouvement socialiste autogestionnaire peut s'y développer avec un grand dynamisme. Le PSU parti de l'autogestion socialiste, face aux luttes des travailleurs hors de la production, a donc des responsabilités particulières. Il doit proposer une synthèse des expériences et des réflexions, aider l'ensemble des travailleurs à prendre en main leur vie quotidienne. La participation de nombreux militants du parti à ces expériences diversifiées lui facilite cette tâche. Car, dès à présent, le parti et ses militants agissent pour la réduction des loyers et des charges directement par les travailleurs, la gratuité des transports publics, la collectivisation des sols.

M.F.

Les APF pour un syndicalisme du cadre de vie

Les 8, 9 et 10 novembre la confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF) était réunie à Paris en assemblée générale. Il ne s'agissait pas d'une assemblée de routine. Des décisions importantes étaient prises. Les APF en 1972 avaient confirmé leur caractère syndical, en condamnant radicalement le système capitaliste et en situant dans la lutte de classe l'action de masse des familles de travailleurs. Ces jours-ci, les APF déclaraient constituer un syndicat de cadre de vie, c'est-à-dire un syndicat des travailleurs et de leur famille sur le terrain du cadre de vie. La menace pourrait sembler mince s'il ne s'agissait d'une rupture avec l'idéologie familiale.

travail et famille

Le début le démontrait. Un tiers environ des APF voulait s'en tenir à leur définition antérieure, affirmant que la famille est une réalité sociale qui, indépendamment de l'évolution du mariage, concerne la très grande majorité, pour ne pas dire la quasi unanimité, des travailleurs. Cette minorité était constituée par des fédérations importantes comme celle du Bas-Rhin et de la Loire, ou d'autres plus faibles comme la Gironde et l'Oise. Elle attribuait aux hésitations des APF à défendre la famille, et par exemple les allocations familiales, le léger recul que le nombre d'adhérents aurait enregistré depuis 4 ou 5 ans.

La majorité tendait à démontrer que ce n'était pas les intérêts ou l'existence de la famille qui étaient menacés par le capitalisme, mais ceux des travailleurs. Les travailleurs ne vivent pas tous en famille, mais il faut intégrer aux luttes sur le cadre de vie les femmes seules ayant charge d'enfants (veuves, divorcées, célibataires), les immigrés, les handicapés, les jeunes vivant quelquefois en communauté. La majorité des APF souligne encore qu'il était difficile de réclamer un statut égal des hommes et des femmes et de ne pas réclamer leur engagement personnel, d'autant que déjà les adhérents actuels lorsqu'ils vivent en famille ne représentent pas celle-ci, le conjoint et les enfants n'étant pas véritablement consultés.

une étape importante

En mettant explicitement en cause l'attachement à une idéologie familiale, la majorité des APF poursuit l'évolution qui l'a conduite de la défense de la famille au sein du Mouvement populaire des familles, au syndicalisme du cadre de vie. Ce choix marque donc une étape pour les APF. Mais il intéresse aussi l'ensemble des travailleurs. Ainsi la nécessité, dans les conditions particulières du mouvement ouvrier français, d'un syndicat du cadre de vie s'ouvre sur une possibilité concrète. Dans les organisations de locataires, les associations familiales, les comités de quartiers autonomes, cette évolution aura inéluctablement des conséquences d'autant que les APF soulignent sans cesse leur volonté unitaire non seulement parmi les associations familiales mais aussi en regard des syndicats et des partis ouvriers.

Michel Fiant ■

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 96 / 97 Le syndicat de la magistrature F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26 - Rosa Luxembourg	1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00
N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3.00
N° 51-Le recrutement	1.00
N° 52- 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	4.00
N° 70 - 71 - 72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 75 - 76 - 77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 78 - 79 Sur la Question agraire	3.00
N° 85 - Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6.00
N° 89 - 90 - 91 Militer contre le militarisme, fascicule 1	6.00
N° 92 - 93 Une section du PSU à PARIS	4.00
N° 94 - 95 Militer contre le militarisme, fascicule 2	4.00

Abonnement 20 n° F. 30.00

A adresser à :

Editions Syros 9, rue Borromée, 75015 Paris C C P 19 706 28 Paris

Air France

On ne doit pas jouer avec une grève

Depuis plus de trois semaines une partie du personnel au sol d'Air France est en lutte contre le démantèlement de la compagnie, pour la défense du pouvoir d'achat, contre la limitation des avancements, pour l'ouverture de l'embauche et la garantie de l'emploi.

Commencée par des débrayages tournants « surprises » cette lutte a pris la forme, depuis le vendredi 31 octobre, d'une grève de 24 h reconductible chaque jour.

Le point fort de ce mouvement, c'est essentiellement la mobilisation et la détermination de toute une couche de jeunes travailleurs. Ce fut le cas lorsque la foule des manifestants a envahi l'aérogare d'Orly Sud, contre les ordres des organisations syndicales. Son point faible, c'est sonextension inégale selon les secteurs (80 % de la mécanique hangar, 80 à 90 % du commissariat et hôtellerie, mais 20 % à la réservation, presque rien chez les commerciaux ou la mécanique de piste, rien du tout chez les cadres) et son organisation peu démocratique.

Les syndicats CGT (ouvrier-employé-maîtrise) et CFDT organisent des assemblées journalières d'information. Mais la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de ce conflit n'est pas réelle et ne se traduit pas par des comités de grève, même lors de l'occupation des locaux. D'ailleurs cette occupation a toujours été le fait d'une petite minorité, (moins de 50 personnes pour les bâtiments administratifs d'Orly qui en emploient pourtant plusieurs centaines en temps normal).

Les points noirs

Les revendications elles-mêmes ne sont pas très précises. Contrairement à l'erreur qui s'est glissée dans l'article de **TS** de la semaine précédente, la principale revendication, celle sur les salaires, **n'est pas de 200 F pour tous,** mais 200 F (en 15 points hiérarchiques) pour les ouvriers, les employés et la maîtrise. Rien n'est réclamé pour les cadres, qui restent en dehors du conflit (la CGT-cadres), ou sont carrément contre (la CGC). Quant à FO, seules quelques sections « gauchistes » participent au mouvement, les autres restent dans la ligne confédérale et « respectent » l'accord salarial du début de l'année, justement remis en cause par les grévistes.

L'autre point noir de ce conflit est le rôle que joue le parti communiste. Air France, c'est le secteur nationalisé (tiens une campagne !) étranglé par les pétroliers (tiens une autre campagne !) et où les libertés syndicales et politiques sont bafouées (encore une campagne !). Le PCF a donc tout fait, en s'appuyant certes sur la volonté de lutte de certains secteurs jeunes, pour accélérer, souvent arbitrairement, le mouvement, le faire passer des débrayages très « pénalisants » pour la compagnie, à la grève totale, pratiquement sans grands effets sur le trafic, tant que les navigants continuent à voler.

Même si, grâce à la volonté de lutte des grévistes, des succès sont remportés, ce qui à l'heure où est écrit ce papier n'est en rien certain, la politique de la direction actuelle du PCF démontre sa nocivité. Les rythmes du mouvement des masses, sa survie même, peuvent périr, pourvu que la ligne du parti (« affirmée sectairement ») soit appliquée.

Face à cette ligne, l'extrême gauche, surtout représentée par LO, est en porte à faux. Car à travers FO, Lutte Ouvrière a toujours prôné la grève de 24 h, véritable panacée universelle. En outre leur sectarisme, tant vis-à-vis de la CGT que de la CFDT, les empêche d'être pleinement dans le mouvement.

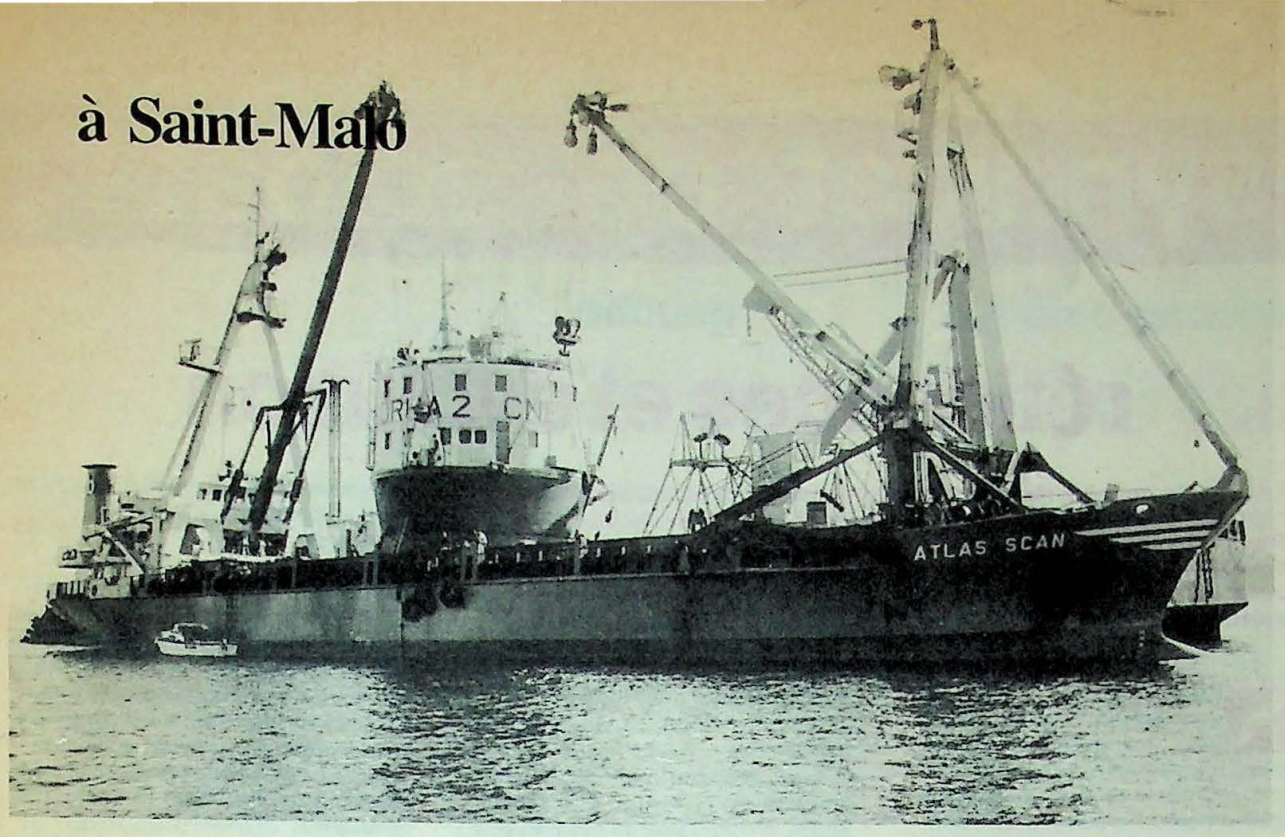
Bien choisir les cibles

La CFDT pourrait jouer un rôle plus important, mais sa faiblesse relative (le tiers des voix de la CGT) l'entraîne à souvent suivre, à ne pas s'affirmer, alors que son implantation, même ouvrière, n'est pas négligeable. En outre son manque d'organisation interne la paralyse toujours un peu.

Ce que révèle cette lutte, une fois de plus, c'est que face à un patronat et un gouvernement décidés à ne pas lâcher facilement, les travailleurs ne peuvent espérer vaincre que si leurs revendications sont claires et permettent l'unification de toutes les catégories, si l'organisation du conflit est démocratique, permet un contrôle réel du mouvement par les travailleurs, et empêche toutes manipulations démagogiques, comme celles décrites plus haut de la part du PCF.

Quant aux formes de lutte, il est absurde de croire que telle ou telle est en soi supérieure ; c'est la réelle mobilisation des travailleurs et l'impact effectif qu'elle peut avoir qui doivent en déterminer le choix. En clair, dans certaines conditions (et c'est le cas d'Air France) il vaut mieux se contenter de quatre heures par jour de débrayage qui clouent au sol quelques appareils et entraînent des retards importants sur tous les autres, que de faire une grève générale minoritaire qui gêne certes le patron et l'Etat, mais qui voit cependant tous les avions prendre l'air souvent sans le moindre retard.

P. SCHMIDT



à Saint-Malo

La guerre de l'usure

Tous les « hexagons », tous les bretons connaissent Saint-Malo, la cité corsaire, la cité négrière, berceau d'une pléïade de « grands » hommes, station mondaine, haut lieu touristique, etc.. La réalité aujourd'hui à Saint-Malo c'est 21 entreprises fermées depuis 1971, 2 000 chômeurs sur 15 000 travailleurs du commerce et de l'industrie (le plus fort taux de chômage du département) et le chômage partiel en expansion continue.

Tout s'est fait, tout se fait et continue à se faire en faveur exclusivement de l'activité touristique. Pour 43 772 habitants, il existe 26 agences immobilières et 111 établissements hôteliers. Les travailleurs qui acquièrent une qualification professionnelle s'expatrient et, depuis la guerre, on constate l'arrivée d'une main-d'œuvre d'origine rurale, sans qualification et facile à exploiter.

un mauvais calcul

La Siccna est la plus grosse boîte de la région malouine. 450 travailleurs y construisaient jusqu'au mois de juin des thoniers et des unités de pêche ultra-modernes, produits hautement compétitifs et de qualité. Pour des salaires très bas. Malgré ces atouts, le patron a dû, le 18 mars, déposer son bilan. Les raisons sont simples : la Siccna s'est vue commander par une société d'armement concarnoise une série de 5 thoniers dernier cri. Le contrat stipule que les prix sont arrêtés à la commande et non révisables. Mais à la Siccna le travail n'avance pas assez vite. Le temps rogne les profits, et un jour on commence à travailler à perte. Entre le moment de la signature du contrat et la livraison du bateau, le coût de certains matériaux a doublé ou triplé, selon les cas.

Le patron accélère les cadences, multiplie les heures supplémentaires. De plus il compte naïvement sur une loi de mai 1951 qui prévoit que si, en raison de l'inflation, le coût réel de fabrication devient supérieur au prix de vente établi dans le contrat, l'Etat comble la différence. Bien mauvais calcul ! En effet, le gouvernement privilégie dans la construction navale, comme partout, la concentration accélérée des entreprises. Pour cela il suffit de soutenir les gros chantiers. Quatre d'entre eux se partageront 80 milliards d'anciens francs d'aide publique et 8 petits 700 millions. Pour le patron, l'opération se solde par un trou de 2 milliards 230 millions.

Zorro n'est pas arrivé

Le Zorro de la côte d'Emeraude, Bourges ministre des Armées reçoit, le 22 mars, une délégation CGT-CFDT et laisse entendre qu'une solution sera trouvée pour le 24.

Le 24 passe. Rien ! Le 5 avril les travailleurs de la Siccna vont brûler en représailles un pantin du ministre devant sa mairie de Dinard. Ils bloquent ensuite le barrage de la Rance, et les portes des remparts de Saint-Malo. Le tout pour rien. Le pouvoir joue le pourrissement du conflit durant les vacances. Il se trompe. Le 11 juin, jour où l'entreprise met le personnel en chômage, les travailleurs évacuent le personnel d'un des thoniers de la série dont les essais viennent juste de s'achever, le **Magellan.**

Pendant toutes les vacances, des milliers de touristes visiteront le navire et participeront au soutien financier de la lutte.

Le 24 juin, les syndics chargés de « gérer » pour 6 mois l'affaire annoncent que, faute de trésorerie, ils suspendent le paiement des salaires. A l'appel de la CFDT, un comité de soutien se constitue : PS, PSU, APF, CGT, et PCF. Ces deux derniers s'en retirent dès la première séance. Le 3 juillet, à 3 h du matin, les CRS « libèrent » le patron et les syndics séquestrés par les travailleurs de l'entreprise.

Les vacances passent, les touristes sont partis mais les travailleurs n'ont pas cédé. En septembre, un jugement en référé « **ordonne l'évacuation de Magellan** ». Il n'a pu être exécuté grâce à la détermination des travailleurs. Il semble qu'une solution s'élabore actuellement dans le secret du sérail, sans consultation des travailleurs ou des organisations syndicales. Les chantiers du Havre seraient toujours intéressés par la reprise de la Siccna, avec une aide de l'Etat de 15 à 20 millions de Francs. Mais les commandes ont sérieusement diminué ; les patrons des chantiers du Havre considèrent que la Siccna a encore un effectif pléthorique, et il reste à trouver une solution pour les 40 millions dûs à quelques 500 créanciers.

Pourtant des informations laissent entendre que tout est réglé. Mais **les travailleurs continuent à se battre après sept mois de conflit.**

Les opérations spectaculaires qui continuent à être menées pour exiger le paiement des congés payés et de deux semaines de chômage partiel (barrage devant la mairie de Dinard et devant l'omnibus Saint-Malo-Rennes) montrent la détermination des ouvriers. Les prochaines échéances (rencontre avec les représentants des chantiers du Havre) exigent un renforcement du soutien.

CORRESPONDANT ■

Soutien financier : soit par chèque bancaire au fond de solidarité de la Siccna : Crédit mutuel n° 2 863 71.
Soit par chèque postal au nom de Jacques Roger : CCP 247 957 Rennes.

● Touraine : une histoire de transformateur

On n'a pas l'habitude dans le Lochois d'occuper les entreprises. Et pourtant les travailleuses de Cofal, une entreprise de confection, occupent les locaux de leur entreprise et remettent en route la production avec l'appui très actif du PSU.

A la suite de deux rachats de l'entreprise en moins d'un an, la patronne actuelle a mis la clef sous la porte le 9 octobre, alors qu'elle refusait des contrats pouvant donner du travail à tous pour plusieurs trimestres. Les 17 ouvrières et les deux cadres ont alors décidé d'occuper les locaux, et de créer une section syndicale CFDT.

Localement l'unité ouvrière s'est déjà manifestée. La patronne ayant fait couper l'alimentation 2 000 volts, un voisin a pris un contrat EDF. Mais il a fallu trouver un transformateur spécial ; pendant que les contacts étaient pris avec les travailleurs d'EDF à la SNCF qui se mirent en recherche, les ouvriers d'une entreprise locale de transformateurs en ont fabriqué un hors de leur gamme, pour Cofal.

La mairie est obligée d'aider le personnel de la Cofal car le soutien local s'est vite élargi à toute la population malgré l'absence du PC et du PS au comité de soutien.

● SJF-CFDT : prêts à la grève

Réuni le 8 novembre, le conseil national du syndicat des journalistes français CFDT a débattu des négociations sur la convention collective. Pour faire céder le patronat sur ses revendications essentielles (éthique professionnelle, droit des pigistes, salaire minimum garanti, semaine de cinq jours), le SJF-CFDT est prêt à recourir à la grève. Il interviendra dans toutes les rédactions, le 20 novembre, pour exiger auprès des négociateurs patronaux la prise en compte de leurs exigences. Il s'associe à tous les travailleurs de l'information **(ORTF, Figaro)** *et du Livre* **(Parisien libéré)** *en lutte aujourd'hui. Le SJF-CFDT dénonce les pollutions et pressions publicitaires dans tous les moyens d'information.*

● Les Mureaux : des travailleurs détruits

La Société Chimique implantée de longue date aux Mureaux « tourne » actuellement avec une cinquantaine de salariés dont une quarantaine de travailleurs immigrés.

Elle sort des lingots de plomb à partir de vieilles batteries. Chaque chargement de four se traduit par une fumée si dense dans l'atelier que l'on ne voit rien à plus d'un mètre. Les bâtiments sont complètement rongés par l'acide et par la soude caustique. Les normes d'hygiène et de sécurité sont délibérement violées. D'autre part, les salaires sont tout juste au mini de la profession.

Aucune réponse n'a encore été donnée à la demande d'organiser des élections de délégués du personnel.

Les « financiers » poussent à la fermeture avant la fin de l'année. De toute façon, l'inspecteur du travail l'ordonnerait lui-même en introduisant une procédure en référé, pour insalubrité. Les salariés ont un taux de plomb dans le sang qui dépasse largement la normale. Ils vont se retrouver au chômage sans espoir de retrouver du travail du fait de leur état de santé. Leur 13ème mois n'a pas été versé intégralement en 1974, rien en 1975.

La CFDT entend lutter. Des actions juridiques vont être menées parallèlement à l'action directe entreprise par les travailleurs de cette usine qui ne laisseront pas le patron fuir impunément. Toutes suggestions pour la popularisation peuvent être faites à l'union locale CFDT, 13, boulevard Victor Hugo 78130 Les Mureaux.

syndicat de soldats : gauche réticences et évolution

La bataille pour les libertés démocratiques dans un appareil d'Etat répressif n'est pas un enjeu dérisoire pour des révolutionnaires. Dans la phase actuelle qui n'est pas celle de la destruction de l'Etat bourgeois, l'affaire du syndicat de soldats de Besançon nous rappelle qu'une lutte n'est pas par elle même « réformiste » parce qu'elle ne vise pas l'effondrement immédiat du système capitaliste.

La création de la section syndicale des soldats du 19e RG de Besançon a eu l'effet d'une bombe.

Tout d'abord elle a été un puissant révélateur de la profondeur de la crise de l'armée : une partie de la presse a titré sur les « 12 » **appelés syndiqués** « isolés » **et** « manipulés » **; mais le ministre lui-même s'est vu obligé de faire au Parlement une longue déclaration, engageant ainsi le gouvernement.**

Bigeard et Bourges ont manifesté leur propre connaissance de la situation actuelle dans l'armée : sous-officiers, et même officiers peuvent être séduits par la syndicalisation ; et le mouvement des soldats peut passer à un stade supérieur...

Ensuite, dans l'ensemble du mouvement ouvrier, est prolongé le débat. L'initiative des soldats du 19e RG a fortement contribué à en recentrer les termes mêmes.

Les conséquences immédiates, au niveau du pouvoir politique, ne se sont pas faites attendre : mardi 11 novembre (comme le titrait Libé **du 12 novembre), c'est le sergent Dupuy qui s'improvisait programmateur d'**Antenne 2. **Le débat organisé sur l'armée n'a pas eu lieu, Krivine ayant été interdit de télévision par le comité de soutien à l'armée qui regroupait environ 30 nervis nazillons. Le choix fait de la personne de Krivine comme porte-parole patenté de l'extrême gauche était pourtant un habile et habituel tour de passe-passe : agitant l'épouvantail gauchiste, on minorise le problème ; rappelons que ni IDS — dont le rôle de soutien au comité du 19e RG a été souligné par l'ensemble de la presse — ni, faut-il le dire, le PSU, n'étaient invités au débat... Quant à la CFDT et à la CGT, pas question bien sûr qu'elles y participent... Et Giscard se croit obligé d'intervenir lui-même sur le problème de la défense...**

Geneviève PETIOT ■

Membre du bureau national.

En matière syndicale, il y a une longue tradition de lutte du mouvement ouvrier, les premières batailles ouvrières pour la reconnaissance du droit syndical dans les entreprises avaient un caractère, sacrilège, de transgression du droit sacré du patron à régner en maître sur son usine.

L'armée reste le seul lieu où règne encore, en France, ce droit sacré de l'employeur d'empêcher l'association des citoyens qu'il emploie. Il faudra bien que cela cesse.

Les soldats n'en sont plus, comme à l'époque de Draguignan, à demander le soutien et à solliciter la compréhension de la gauche traditionnelle. Le progrès est d'autant plus clair qu'à Besançon le groupe des soldats syndiqués rassemble sur une base unitaire des non-militants et des militants de plusieurs organisations et syndicats. C'est en toute autonomie que ce comité a choisi son mode d'apparition et le moment de sa transformation en syndicat. Cela n'a été possible que parce qu'il existe une avancée et un approfondissement du mouvement de masse qui se reflètent déjà partiellement dans les organisations traditionnelles.

soutiens cfdt

● **FEDERATION DES FINANCES CFDT (IMPOTS, TRESOR, DOUANES, INSEE)**

« La fédération des finances CFDT à l'occasion de son bureau fédéral, le 7 novembre, affirme que le droit pour les travailleurs de s'organiser en syndicats pour la défense de leurs intérêts ne s'éteint pas à la porte des casernes. Elle apporte en conséquence son soutien aux soldats du 19e RG de Besançon qui viennent de créer une section syndicale.

« Appelle tous ses adhérents et l'ensemble des organisations ouvrières à exiger la reconnaissance et l'extension de ce droit ».

● **CONSEIL NATIONAL DES JOURNALISTES CFDT**

« Le Conseil national du SJF-CFDT salue et approuve la formation du premier syndicat de soldats du 19e régiment de génie stationné à Besançon.

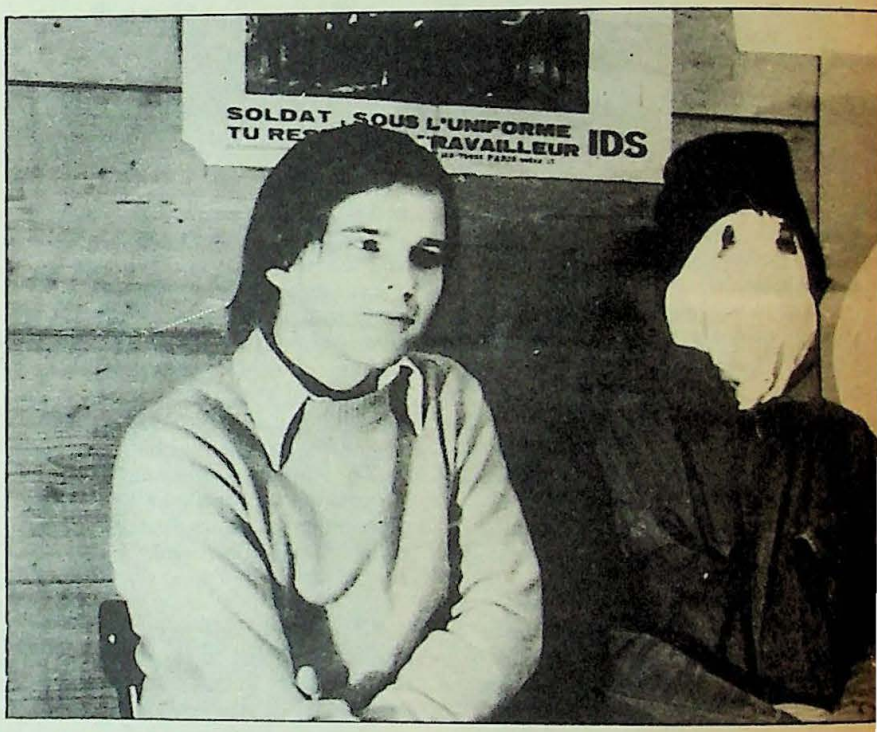
« Il rappelle que de tels syndicats existent légalement dans l'armée des Pays-Bas et dans d'autres pays.

« Le Conseil national exprime le souhait que la CFDT soutienne la constitution des syndicats de soldats ».

● **UNION DEPARTEMENTALE CFDT DU JURA**

L'UD a publié un communiqué où elle déclare **« apporter son soutien à la section syndicale des appelés du 19e Régiment du Génie de Besançon ».**

Le communiqué CFDT affirme que **« pour sa part, l'UD CFDT se félicite de l'initiative de Besançon, et fera en sorte qu'un prolongement y soit donné sur le Jura comme ailleurs.** *Dans ce sens, la CFDT donnera son appui à* **« l'appel lancé à tous les soldats ».**



La presse bourgeoise a tenté de créer l'impression contraire en laissant entendre que la CFDT avait **« désavoué sa section locale »,** et en montrant surtout les réserves des partis de l'union de la gauche.

Le PC venait de recommander à ses militants appelés de participer aux comités de soldats en **« s'efforçant de faire concourir ces comités à la démocratisation du service » (Humanité,** 29 octobre). Même accompagnée d'une dénonciation rituelle de l'antimilitarisme gauchiste, cette déclaration était un pas important. Alors, quand vient l'affaire du 19e RG, c'est le mot « syndicat » qui continue à gêner le PC sous prétexte qu'il n'y a, dit-il, à l'armée **« ni patrons ni salariés ni employeurs » (Humanité,** 7 novembre).

Du côté du PS, la Convention des appelés pour une armée nouvelle réclamait en juillet dernier le droit d'élection de **« comités consultatifs de soldats dans toutes les unités »** et **« l'information par tracts et journaux de casernes »,** tout en repoussant **« la technique de constitution de groupes ultraminoritaires et d'avant-garde ».** Depuis, le PS a dépassé l'idée de comités consultatifs octroyés par le gouvernement et liés à l'institution militaire : il revendique pour les soldats le **« droit d'association »** (C. Hernu, **Quotidien de Paris,** 7 novembre), communiqué du PS).

PC et PS sont obligés de défendre leur position avec des arguments bien faibles : il y a bien un patron, à l'armée. Ce n'est pas le corps des officiers, mais c'est l'Etat. Quant aux soldats, ils n'auraient pas le droit de se syndiquer parce qu'ils ne gagnent pas d'argent ! Les soldats — pas plus les appelés que les engagés — ne sont pourtant ni des **« assistés »** ni des esclaves. Depuis l'Appel des 100, ils réclament la base du SMIC. Ce sont des travailleurs sous-payés, dépouillés du droit constitutionnel d'association, souvent voués par la crise au chômage dès leur sortie de l'armée.

La gauche reconnaît à d'autres branches de l'appareil répressif

les ondes après le choc

d'Etat (CRS, police, magistrature), le droit de former des syndicats. On ne peut s'y opposer, dans l'armée, qu'au nom d'une certaine conception de la discipline et de l'autorité que le PSU repousse, pour sa part, dans tous les secteurs parce qu'il est contraire au contrôle démocratique, au contrôle populaire, au contrôle ouvrier sur le pouvoir économique et technocratique. On peut s'y opposer aussi au nom d'une conception de la défense nationale et de la fidélité à l'Alliance atlantique et aux objectifs antipopulaires de l'OTAN que nous réprouvons.

En fait, la syndicalisation des appelés pose le problème de celle des engagés. Ceux-ci, bien plus

nombreux cette année grâce au chômage, sont des volontaires de circonstance et, à la moindre reprise économique, ils soulèveront des problèmes légitimes. La hiérarchie en est consciente et aborde le problème ouvertement **(Revue de Défense nationale,** octobre 1975) quand elle admet que l'afflux actuel des engagés à court terme ne se fait pas sur une « base saine ».

Une évolution du PC et du PS se fait donc jour actuellement sous l'influence du mouvement de masse des soldats et aussi sous celle de leurs propres militants présents dans les luttes. Ce progrès se fait dans le sens prévu et préconisé par notre parti depuis 1972 (Manifeste de Toulouse). Si le droit syndical, en liaison avec les organisations syndicales de la classe ouvrière, est nécessaire dans l'armée, c'est parce qu'il représente un des moyens du contrôle populaire sur l'institution militaire et qu'il prend place dans notre stratégie d'unité populaire anticapitaliste.

Georges YVERRES ■

De gauche à droite : Julien Bertrand (IDS), un représentant militaire du syndicat du 19e RG, Nicolas Baby (IDS), Piaget (pour UL CFDT) à une réunion.

extrême gauche

une avancée qui fait problème

L'initiative du 19e RG relance le débat dans l'extrême gauche. Le soutien apporté par **Libération**, Révolution !, la Ligue communiste révolutionnaire ne fait pas disparaître les divergences.

Pour **Libération** (« **partis contre syndicats de soldats** »), l'isolement des soldats de Besançon, le désaveu infligé par la CFDT et les partis de gauche, les réserves de l'extrême gauche semblent acquis ; l'avancée relative opérée par le PC et le PS, l'impact populaire de l'initiative de Besançon ne sont pas pris en considération.

Jacques Riffault, militant de Révolution !, dans **Le Monde** du 9.11, reportait dans un lointain avenir le syndicat de soldats. Il posait un garde-fou supplémentaire, loin du danger de la récupération réformiste. « **Le plus dangereux dans cette perspective tient au fait qu'elle entre en résonnance avec des préoccupations vivantes dans certains cercles de l'armée qui répudient formellement le syndicalisme révolutionnaire mais souhaitent l'avènement d'un syndicalisme réformiste dans l'institution militaire, dessinant ainsi les formes de collaboration et de participation stables des soldats** ».

Quant à la LCR, son journal perd décidément les pédales... Aussi, IDS se voit qualifiée de « **vulgaire opération de boutique** »... dans la semaine où éclate l'affaire de Besançon. Mais l'importance même de cette affaire n'arrête pas **Rouge** dans son élan dévastateur. Voilà qu'IDS aurait eu le tort de « **chapeauter** » le mouvement de Besançon, alors que rien ne s'est fait qui n'ait été décidé par les soldats du 19e RG. Quand une partie de la presse bourgeoise monte en épingle la théorie absurde des « **meneurs extérieurs** », on attendrait autre chose d'une organisation révolutionnaire.

Cet élan ne s'arrête pas là : dans Libération du 12 novembre, le PSU et IDS sont dénoncés par la LCR comme étant « **prêts à brader une partie des acquis des comités de soldats pour ne pas se couper des organisations réformistes** ». De semblables procédés ne relèvent pas de la polémique, mais de l'invective. Il est temps d'y mettre fin.

Quelle organisation pour les soldats ?

Aussi posons-nous trois questions :

1) **Qu'est-ce qui définit un syndicat de soldats comme « syndicat de classe » ?** La proclamation inscrite dans des statuts qu'il se « **range aux côtés des travailleurs** » ? Ou le refus absolu de toute négociation avec la hiérarchie ? Ni l'un, ni l'autre. Pour nous, l'Appel des cent qui inclue la revendication du SMIC affirme nettement la volonté des soldats d'être considérés comme des travailleurs sous l'uniforme.

2) **La perspective d'un syndicat de soldats est-elle prématurée ? Et faut-il multiplier les créations de sections syndicales sur le modèle de Besançon ?** Autant leur généralisation mécanique nous apparaît, à l'heure actuelle, dangereuse, autant il est important que le débat s'engage dans les comités et que les liaisons avec les unions locales s'établissent. La transformation d'un comité en section syndicale suppose que l'idée en soit largement répandue dans la caserne, que le comité ne soit plus un groupe clandestin parmi les soldats, qu'il soit en contact avec le mouvement syndical.

3) **La réunion d'une « coordination des comités de soldats » est-elle à l'ordre du jour ?** L'étape nouvelle atteinte par le mouvement des appelés réclame effectivement un bilan, un échange d'expériences, une rencontre entre comités. Encore faut-il qu'une telle rencontre respecte le rythme propre du mouvement, n'entrave pas l'approfondissement de ses relations avec le mouvement syndical. Une telle rencontre ne doit pas être artificielle. L'unification de comités encore faibles ne les renforce pas nécessairement mais peut les minoriser.

Quant à la réunion d'Etats généraux de soldats, pour qu'elle soit fructueuse, il faudra qu'elle corresponde à une nouvelle avancée de la prise en charge du mouvement des appelés par les confédérations syndicales, et qu'elle soit soutenue par un large éventail d'organisations démocratiques et politiques et de mouvements de jeunes.

GY ■

Répression, déjà

Gérard Allary appelé à la 64e compagnie divisionnaire stationnée à Dijon vient d'être incarcéré à la caserne Junot. Il diffusait, samedi dernier, l'appel de la section syndicale du 19e RG.

Radioscopie d'une section syndicale

La section syndicale soutenue par 80% des soldats de la caserne regroupe une quarantaine de membres. Moyenne d'âge : 19 ans (ils avaient donc environ 12 ans en mai 68). Ce sont essentiellement des fils d'ouvriers et de paysans, quelques étudiants. Dans une écrasante majorité, ils n'étaient pas organisés politiquement ou syndicalement avant leur service. Parmi les quelques soldats qui étaient affiliés à une organisation politique, on retrouve toutes les tendances de la gauche et de l'extrême gauche, pratiquement sans exception (y compris les JC). Certains soldats étaient syndiqués avant leur service militaire à la CGT, d'autres à la CFDT.

Le Comité d'où ils sont issus s'est formé il y a une dizaine de mois. En mai il avait connu un développement significatif à la suite des brutalités exercées par le lieutenant Lassus sur un jeune appelé, Hacquin, qui a eu la rate éclatée. C'est à la suite de cet « incident », comme disent les autorités, que le comité avait pris contact avec IDS, qui l'a mis en contact avec l'UL-CFDT, tout en assurant un rôle fonctionnel *par rapport à lui (diffusions aux permissionnaires du régiment à Besançon et Paris, défense et popularisation de la lutte, aide matérielle...)*

La rupture nécessaire

En se rendant au Sahara Juan Carlos a voulu améliorer son image de marque, mais, surtout, il est allé chercher le soutien des meilleures unités de l'armée espagnole.

Les tractations qui avaient abouti à un accord de cession du Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie ont été mises en échec par l'intervention de l'Algérie. Le Maroc prenait possession du Sahara, nationalisait les gisements de phosphate de Mou-craa, ristournait à l'Espagne 60 % du produit de la vente. La Mauritanie se contentait des gisements de fer à faible teneur. Mais n'oublions pas que, quelle que soit la propriété,espagnole ou marocaine, il y a les mêmes compagnies derrière : Standard-Oil, Gulf, Krupp et Paribas. Les Etats - Unis, en renforçant le Maroc qui obtenait aussi le monopole des phosphates, confortaient leur politique dans le domaine des matières premières.

le rôle de l'Algérie

Le négociateur du côté espagnol, Solès Ruiz, ministre du Mouvement (Phalange), était favorable à l'annexion par le Maroc, sous réserve de garantir à l'Espagne des arrières solides pour les îles Canaries, d'importance stratégique pour l'OTAN. Mais la menace de l'Algérie de suspendre ses relations commerciales avec l'Espagne, alors qu'elle en est un des principaux partenaires, a amené le gouvernement espagnol à un revirement total. Le roi du Maroc — alors qu'il avait réussi à rallier l'opposition sur une opération dont un des objectifs était de détourner l'attention de l'opinion publique marocaine de la grave crise économique et politique du pays-est maintenant dans l'impasse.

L'affaire du Sahara a fait éclater au grand jour les divergences qui traversent la bourgeoisie et le gouvernement espagnols. D'un côté José Solès, secrétaire du Mouvement,de l'autre Arrias Navarro et Cortina Maura (ministre des Affaires étrangères). D'un côté les trois quart de l'armée, de l'autre les industriels et les banquiers

On comprend, alors, la nomination rapide de Juan Carlos alors que dans le « bunker » on continue à entretenir soigneusement la « plante verte ». Il s'agit à travers la personne de Juan Carlos, bien vu par les militaires, de gagner une partie de l'armée à une cause très importante dans l'économie espagnole (l'Espagne exporte deux fois plus en Algérie qu'elle n'importe d'Algérie).

continuisme...

De leur côté, les ultras qui ont subi un échec ne désarment pas et voient dans l'intensification de la répression le moyen de maintenir, pour un temps au moins, leurs privilèges. Les arrestations, les persécutions, voire la liquidation préventive sont autant de moyens que la Phalange, le Christ-Roi et la police mettent ou mettront en œuvre pour tenter de bloquer toute évolution. De même, en obligeant Juan Carlos à conduire le cortège de deuil de Franco, qui sera une immense manifestation fasciste, ils espèrent le condamner au « continuisme ».

Mais le continuisme n'est guère possible. Certes la bourgeoisie souhaite des modifications qui, tout en permettant l'expression de ses fractions aujourd'hui dominantes, maintiendraient le maximum de répression. Si Arrias Navarro a défendu leurs intérêts dans l'affaire du Sahara, il demeure trop lié à l'ancien régime. Aussi envisage-t-on une passation de pouvoir à Fraga Iribarne, chef de l'opposition interne et très lié aux Etats-Unis, ce qui permettrait certaines évolutions tout en excluant, par exemple, la légalisation du PCE ; peut-être serait-il cependant toléré. (Un fascisme de transition en quelque sorte).

... ou évolution en douceur ?

Il faut compter aussi avec les fascistes modernes, représentants de la nouvelle bourgeoisie d'affaire, qui souhaitent la libéralisation progressive du régime : de l'amnistie et de l'abolition du décret antiterroriste à la transformation de la Constitution.

Mais cette évolution en douceur vers la démocratie bourgeoise est difficile. En effet elle s'affronte directement à la machine politique et administrative de l'Etat fasciste.

Certes celle-ci, de 1938 à 1967, a subi des modifications sous l'effet de l'évolution de la conjoncture internationale et de la montée de la « bourgeoisie d'affaires ». Au corporatisme a été associée la représentation politique. Mais les principes essentiels de la dictature demeurent. Suivant la « loi organique » de janvier 1974, le système constitutionnel espagnol répond aux principes de l'unité du pouvoir et de la coordination des fonctions. Le pouvoir législatif est exercé par le chef d'Etat et les **Cortès,** le pouvoir judiciaire au nom du chef de l'Etat et le pouvoir exécutif par le Chef d'Etat au travers du Conseil des ministres. En fait dans l'Etat fasciste les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires ont été exercés par Franco, qui établissait un équilibre permanent entre les intérêts de l'Eglise, de l'oligarchie, du capital étranger et de la bureaucratie d'extrême droite du Mouvement.

un Etat d'exception...

Si le fascisme a constitué la solution historique pour le bloc so-

cial dominant en Espagne (bourgeoisie agraire, capital financier) jusque dans les années 1950, 1960 (début de l'industrialisation), ses bases ont été sérieusement ébranlées à cette époque par la renaissance du mouvement ouvrier et par la fonction dévolue à l'Espagne dans la division capitaliste du travail. Les diverses tentatives d'ouverture (**Opus Dei**) n'ont pas débouché. Le fascisme a pu se maintenir grâce à cette forme particulière d'Etat qu'il met en place. Etat d'exception et de guerre ouverte contre les masses, il tend à figer les rapports de force qui existaient lors de sa mise en place. Les modifications des rapports de force bourgeoisie / prolétariat, au sein du bloc au pouvoir, ne peuvent se produire sans changement radical de cette forme d'Etat.

... et de guerre

Telle est la raison essentielle de sa longévité. Mais on en voit tout de suite le point faible, la cristallisation du pouvoir autour de la personne de Franco. Le problème de la succession fait éclater au grand jour le décalage qui existe aujourd'hui entre les formes du pouvoir fasciste et le nouveau bloc social dominant. Le bloc du centre droit, dominé par le capital financier et le capital industriel, vise à régner directement, ce qui pourrait se faire à travers une forte Démocratie chrétienne et un pacte avec la social-démocratie, qui permettrait de bloquer l'avancée communiste. De toute façon, il s'agit pour la bourgeoisie espagnole de trouver un nouveau mode de gestion du pouvoir.

Mais la modification du régime qui serait nécessaire pour une telle évolution est interdite par l'organisation même de ce régime. Théoriquement une abrogation, par voie de référendum, des décrets constitutifs du régime et le vote de nouvelles lois sont possibles. Mais l'accord préalable des **Cortès** et du Conseil du régime est nécessaire pour une telle procédure.

Une politique réformiste peut-elle se fonder sur un changement graduel au travers des élections à ces deux institutions ? Comme il n'y a pas de suffrage direct, l'extrême droite contrôle tout le processus. Désignés par Franco, les 40 conseillers nationaux et les 65 délégués aux **Cortès,** lorsque l'un d'entre eux sera atteint par la limite d'âge (75 ans), désigneront un successeur par cooptation. L'extrême droite peut donc veiller efficacement sur le système politique. Le système politique entièrement localisé sur la personne de Franco ne pouvait être modifié que par lui. Après sa mort, le franquisme ne peut être changé de l'intérieur. D'où l'importance de l'option pour une rupture démocratique prise par l'opposition espagnole. D'où la nécessité d'une mobilisation populaire qui puisse s'articuler avec la fraction de l'armée qui ne veut pas de la continuité fasciste.

Francois DESMOULINS ■

le PSU présent à Luanda le 11 novembre

Sur l'invitation du président Agostinho Neto, le Bureau national du PSU a envoyé le camarade José Sanchez pour le représenter, ce 11 novembre, aux cérémonies de l'indépendance. Face à l'agression extérieure dont est victime le peuple angolais aujourd'hui, et dont le FNLA et l'UNITA sont les exécutants serviles, il était absolument nécessaire que la position du PSU soit affirmée de la manière la plus claire.

Le camarade José Sanchez qui, par ailleurs, sera à partir de la semaine prochaine le correspondant de TS **à Luanda a été mandaté pour transmettre le message suivant au président Neto :**

Le PSU salue avec émotion l'indépendance de l'Angola acquise au terme d'une lutte héroïque de 14 ans, menée contre le colonialisme portugais par le MPLA.

A l'heure où le peuple angolais affronte la double agression du Zaïre et de l'Afrique du Sud, soutenus par l'impérialisme américain et par les impérialismes européens (dont la France), le PSU s'engage à faire tous les efforts pour :

1) exiger du gouvernement français l'arrêt immédiat du soutien politique et militaire au Zaïre, à l'Afrique du Sud et aux mouvements fantoches FNLA, UNITA, **FLEC,**

2) exiger du gouvernement français qu'il s'oppose à toute internationalisation du conflit et à toute atteinte à l'intégrité territoriale du pays,

3) mobiliser les forces populaires pour que le peuple français oblige son gouvernement à reconnaître le nouvel Etat que le peuple angolais se donne aujourd'hui 11 novembre sous la conduite du MPLA, seul représentant authentique du peuple angolais.

Vive le MPLA.

Vive la République populaire d'Angola

Bureau national du PSU -
10 novembre 1975

Initiatives Portugal

Jeudi 6 novembre a été annoncée la création d'un comité international « Russel » pour le Portugal. Soutenu par de nombreuses personnalités politiques, syndicales et culturelles, ce comité se propose tout d'abord de réunir les 13 et 14 décembre prochain une conférence internationale de solidarité avec la révolution portugaise à Paris où sera débattue, avec des délégations de nombreux pays, la question de la coordination des efforts de soutien.

Deux « sections » du comité existent déjà : en Angleterre ou l'appel a été signé par huit membres travaillistes du Parlement, deux membres de l'exécutif de ce parti, les dirigeants des syndicats des transports, métallos, mineurs, Rolls-Royce.. et de nombreux intellectuels.

En France les signataires sont les suivants : M° M. Beauvillard, P. Blanquart, Elie Bloncourt, Roger Blin, C. Bourdet, Christian Bourgois, J.L. Bory, M° M. Buttin, Clara Candiani, Georges et Dorothée Casalis, G.E. Clancier, P.H. et M.J. Chombart de Lauwe, Jacques Debu-Bridel, Elizabeth Debray-Burgos, Ed. Depreux, René Dumont, J.P. Faye, Daniel Guérin, M° Gisèle Halami, Pierre Hervé, Pierrë Jalée, Vl. Jankélévitch, A. et C. Joxe, Prof. Francis Kahn, Prof. Cyrille Koupernik, M. Kriegel-Valrimont, Victor Leduc, Henri Lefebvre, Michel Leiris, Léo Matarasso, A. et M. Mattelart, Claude Mauriac, Prof. Milliez, Prof. Minkowski, G. Montaron, Michel Mousel , M. Najman, Paul Noirot, Roger Pic, Michel Raptis, Bernard Ravenel, Madeleine Reberioux, Maxime Rodinson, David Rousset, Laurent Schwartz, Louis Vallon, Vercors, P. Vidal-Naquet, J.P. Vernant

téléphoner au 720.88.75.

une prise de position du PS chilien

Solidarité avec le peuple d'Angola

« Le PS du Chili a suivi avec une attention vigilante les événements d'Angola où le légitime et unique représentant du peuple, le MPLA, affronte une criminelle agression contre-révolutionnaire.

« Mercenaires zaïrois et européens, racistes sud-africains et fascistes brésiliens se sont unis dans une action destinée à maintenir sous la domination impérialiste le peuple angolais qui lutte pour sa libération et son indépendance définitive. Ces mercenaires,qui ont envahi le territoire angolais et qui sont en passe d'être repoussés par un peuple décidé à conquérir sa liberté, sont payés par des entreprises transnationales qui voient dans l'indépendance de l'Angola un danger pour leurs intérêts mesquins.

« Ce sont ces mêmes transnationales qui ont déclenché le fascisme et la barbarie au Chili et qui ont soumis momentanément son peuple à une dictature fasciste criminelle.

« Ce sont les mêmes intérêts qui manœuvrent la contre-révolution au Portugal et qui prétendent diviser les masses travailleuses pour empêcher la continuation du processus révolutionnaire portugais. Ce sont les mêmes monopoles impérialistes qui accordent une forte aide en dollars au Zaïre pour qu'il continue à agresser le peuple angolais.

« Ce sont les mêmes qui soumettent l'Angola à un blocus économique criminel semblable à celui vécu par le Chili durant les glorieux mille jours du gouvernement de l'unité populaire. Parce que nous connaissons leurs méthodes et leurs objectifs, nous les dénonçons devant le monde.

« Le PS du Chili exprime sa résolue solidarité militante au peuple angolais et à son légitime représentant, le MPLA ».

PS chilien, Secrétariat extérieur □

Chili : cinq ans

La gauche chilienne à l'heure des choix stratégiques

L'isolement croissant de la junte militaire accélère les débats dans tous les courants politiques chiliens. L'activité « diplomatique » s'est particulièrement intensifiée ces derniers mois pour trouver une solution de rechange « acceptable », civile ou militaire, ou militaro-civile, mais de tout façon bourgeoise, à la faillite de Pinochet.

En juillet dernier à Caracas, des représentants de la « gauche » de la Démocratie chrétienne (Tomic, Fuentealba, Leighton) se sont réunis avec certains dirigeants du parti socialiste (Almeyda, Aniceto Rodriguez), du parti radical (section chilienne de l'Internationale socialiste) et de la gauche chrétienne. Un document en est ressorti, affirmant la nécessité **« de la construction d'une société socialiste démocratique, pluraliste ».**

A cette réunion assistait Gabrielo Valdez, diplomate international à l'ONU, très influent à Washington, jouissant même de quelque sympathie dans le clan Kennedy. De plus, le financement et l'organisation de la rencontre sont l'œuvre de la social-démocratie allemande (par le biais de l'institut Ebert qu'elle contrôle). En fait les amis de M. Schmidt caressent l'espoir de constituer au Chili un grand parti social-démocrate avec principalement des forces venues de la DC, du PS et du PR, brisant ainsi ce « **trop turbulent** » parti socialiste chilien.

Pendant que sa « gauche » s'active, la « droite » de la DC, elle aussi, se mobilise. Eduardo Frei vient de sortir du mutisme boudeur qu'il avait adopté après le 11 septembre, lorsque les militaires n'avaient pas voulu lui donner le pouvoir qu'il convoitait. En quelques mois, il condamne successivement l'orientation économique de la junte, son intolérance politique et demande à la Cour suprême du Chili d'enquêter sur la **« disparition »** de 119 militants de gauche. Frei tente ainsi de se refaire à bon compte une image de libéralisme et d'être disponible au cas où...

Patricio Alwyn, président de la DC, lui non plus ne chôme pas. **El Mercurio** a publié récemment une lettre **« interceptée »** où il évoquait la possibilité d'un accord de son parti avec une aile de l'armée. Pinochet l'a accusé de diviser l'armée et a promis qu'il n'y aurait plus aucun avenir pour les partis politiques au Chili.

La **junte** veut empêcher toute possibilité de « changement en douceur ». Bernardo Leighton, un dirigeant de la DC, a été victime d'un attentat à Rome, il y a quelques semaines. Il était l'une des rares personnalités chiliennes jouissant aussi bien de l'estime des partis de l'UP, que de la confiance de la DC.

De leurs côtés, les dirigeants de tous les partis de l'UP (donc sans le MIR) ont décidé de relancer leur activité. Bien qu'aucun bilan critique n'ait été fait, deux lignes stratégiques sont de nouveau en présence. Si tous veulent constituer un **« large front antidictatorial avec la DC »,** les uns, (PS, MAPU et gauche chrétienne) insistent sur son caractère provisoire et tactique et sur la nécessité de l'appuyer sur des comités de base, les autres, (PC, PR, MOC) au contraire en font un axe stratégique de l'alliance de classe pour reconstruire **« le nouvel Etat de droit »** au Chili.

Cette relance de l'UP a été encouragée par le PC dont la stratégie semble être la recherche d'un accord tacite ou formel avec la DC, qui, jusqu'à maintenant, s'est refusée à tout accord avec l'UP.

De son côté lors du plenum de son comité central au mois d'avril à la Havane, le parti socialiste a reconnu comme une légitimité à l'intérieur du Chili la **« Coordinadora »** (Coordination nationale des comités régionaux du PS sur le terrain, largement dominée par la gauche de ce parti). La réunion a servi aussi a rééquilibrer autour d'Altamirano les organes internes et extérieurs du parti, où était jusqu'alors sur-représentée la droite qui prône un alignement du PS sur le PC.

Le PS avait mené jusqu'alors une politique hésitante notamment sur les problèmes de la renaissance de l'UP et des alliances avec la DC. Le comité central d'avril a défini de manière claire l'orientation du parti : renforcer l'union PC-PS, forces essentielles du mouvement ouvrier, assurer ensuite l'alliance avec les forces révolutionnaires (le MIR surtout), élargir enfin sur ces bases l'alliance à des secteurs de la Démocratie chrétienne, elle-même en crise.

Le MAPU, qui avait adopté comme mot d'ordre **« gouver-**

« Il y a 5 ans aujourd'hui, le 4 novembre 1970, Salvador Allende assumait la Présidence de la République du Chili, prenant ainsi la tête du plus grand mouvement populaire d'Amérique (...). Le moment crucial où se décida la défaite de la classe ouvrière et du peuple fut celui où sa direction montra des insuffisances idéologiques et politiques, exprimées par son incapacité à programmer et accomplir les tâches nécessaires pour défendre le processus révolutionnaire contre l'inévitable agression de la grande bourgeoisie et de l'impérialisme, aussi bien sur le plan politique que sur le plan militaire. Il fallait adopter des formes de lutte plus flexibles et être capables de changer de voie quand les circonstances l'exigeraient ainsi ».

C'est ainsi que Carlos Altamirano a commencé son intervention à l'occasion d'un meeting organisé la semaine dernière conjointement par le PS français et le PS chilien. Bernard Ravenel y intervint au nom du PSU et insista sur la question posée par le processus chilien : comment cette transition pacifique au socialisme a-t-elle pu déboucher

Le Chili sous Pinochet

Le fascisme au quotidien

Les journalistes dans leur ensemble ont longuement décrit la situation politique chilienne, mais ils avaient rarement donné directement la parole aux Chiliens. Claude Katz comble aujourd'hui cette lacune. Arrivé au Chili la veille du coup d'Etat militaire, il y a vécu pendant 8 mois et a collaboré avec la résistance. De ces huits mois passés au **Chili sous Pinochet** (1) Claude Katz a rapporté toute une série d'interviews qui illustrent concrètement ce que signifie vivre au Chili sous le régime de la **junte** et montrent ce que signifie « **résister** » aujourd'hui au Chili.

Car, en premier lieu, pour beaucoup de Chiliens, résister c'est d'abord survivre à la répression quotidienne. C'est aussi tenter de substituer dans des conditions économiques qui font du Chili un pays de misère. C'est enfin, pour les militants « **les plus avancés et surtout les moins touchés par la répres-**

après l'unité populaire.

sur une transition sanglante au fascisme ? Il affirma en outre la nécessité de lier unité populaire et pouvoir populaire, l'un ne pouvant aller sans l'autre dans cette phase du processus.

Ainsi, 5 ans après, la gauche chilienne et la gauche française s'interrogent sur cette formidable expérience que fut l'Unité populaire. En même temps il faut faire le point sur la situation actuelle et la lutte secrète, sourde et tenace, que mènent nos camarades chiliens à l'intérieur.

Le 16 octobre, la DINA (Direction nationale de renseignements) a assiégé la ferme Santa Eugenia à Malloco où étaient réunis des dirigeants du MIR. Après plus de cinq heures de combats, les militants du MIR dont Dagoberto Perez tombaient sous les balles. Aucun d'eux n'a été emprisonné contrairement à ce qu'a annoncé la dictature.

Que tous nos camarades chiliens sachent qu'en ce qui nous concerne notre solidarité politique ne se relâchera pas jusqu'à la chute de Pinochet et de ses sbires.

nement provisoire, national, démocratique et populaire », se prononce maintenant pour un « **gouvernement provisoire, national, révolutionnaire et populaire** ».

Le MIR qui a été particulièrement touché par la répression, et dont le nouveau secrétaire général Pascal Allende s'est réfugié à l'ambassade de Costa Rica, a notablement modulé son appel aux bases des autres partis pour constituer autour de lui « **le** » parti révolutionnaire. Il s'oriente vers une politique unitaire plus systématique notamment avec le MAPU et le PS de l'intérieur pour la formation de « comités de résistance ».

C'est de l'orientation de ces trois forces (MIR, MAPU, PS) que dépend en grande partie la possibilité de dégager une alternative, capable de mobiliser sur leurs propres revendications les masses chiliennes, et combinant la lutte contre la dictature à celle de la construction d'un socialisme d'autogestion, sens que nous donnons au « **poder popular** », seule possibilité d'assurer une véritable libération du Chili.

Jacques LAURENT ■

une question à M. Cabieses (MIR)

où en est la résistance

A l'occasion de son passage en France le camarade Manuel Cabieses, membre du comité central du MIR, ancien directeur de Punto Final **sous le gouvernement de l'Unité populaire, détenu au Chili et finalement expulsé sous la pression des milieux journalistiques internationaux, a été reçu par le PSU. TS lui a demandé où en était la résistance chilienne.**

TS : Quel est l'état de la résistance à l'intérieur ?

Manuel Cabieses : *La résistance populaire au Chili se mène à tous les niveaux que permet la réactivation du mouvement de masses qui a été lente mais est en constante ascension. La défaite du 11 septembre, la sanglante répression qui prétendit, sans y parvenir, liquider les avant-gardes politiques du peuple ont provoqué — et c'est naturel — un réflexe du mouvement de masses, une réorganisation dans la clandestinité des partis et l'adaptation de formes de lutte qui étaient pratiquement méconnues de notre peuple.*

Les comités de la résistance mènent à bien des tâches de propagandes, de guerre psychologique, de sabotages, d'informations, d'actions contre les tortionnaires et les délateurs, d'encouragements en général à un peuple qui comme celui du Chili n'a pas pu être écrasé et vaincu par Pinochet et sa bande d'assassins. La résistance populaire prépare des formes supérieures d'activité en s'orientant vers une lutte armée de masse qui, certainement, sera la forme que prendra au Chili la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, parrains directs de la junte *militaire.*

Le MIR qui a subi des coups sérieux a réussi à se reprendre d'une façon extraordinairement rapide parce qu'il bénéficie, précisément, de l'appui et de la participation directe dans ses rangs de la classe ouvrière et du peuple mûris dans la résistance. Nous sommes, de manière calculée, optimistes sur les perspectives de la lutte contre la junte *militaire.*

Nous voyons que la classe ouvrière, les paysans, l'ensemble du peuple, sont décidés à résister et à lutter ; qu'ils appuient fermement une alternative révolutionnaire et résolue ; qu'ils adoptent et apprennent rapidement de nouvelles formes de lutte clandestines ; qu'ils ressentent une haine croissante contre les exploiteurs et les bourreaux du Chili.

Nous pensons que cet esprit de lutte et cette énorme haine contre la tyrannie, correctement canalisés à travers des comités de la résistance dirigés par un front politique qui s'élargisse à toute la gauche et aux secteurs antidictatoriaux de la petite bourgeoisie, permettront de renverser la junte *militaire, de punir de manière exemplaire les responsables de crimes, de tortures et de toutes sortes d'abus et d'installer au pouvoir un gouvernement révolutionnaire dirigé par les ouvriers et les paysans qui mènent à bien les tâches du socialisme. Ceci dépendra de la force sociale, politique et militaire que nous réussirons à accumuler dans cette période.*

Pour cela la nécessité du front politique de la résistance requiert comme premier pas l'unité de toute la gauche chrétienne. Nous insisterons sur cela jusqu'à ce que nous ayons convaincu l'ensemble de la gauche. Nous pensons qu'il y a des directions politiques qui se sont convaincues qu'attendre une alliance avec des fractions de la bourgeoisie ne fait que prolonger indéfiniment la douleur et la misère de notre peuple et que, dans le meilleur des cas, si cette alliance se fait, elle constituerait une nouvelle tromperie pour les travailleurs dont les partis de classe resteraient soumis à un régime en rien différent, pour l'essentiel, au régime actuel.

sion », d'essayer de se réorganiser politiquement.

Ces interviews sont autant de témoignages sur les différents visages que prend la répression. Celle par exemple que subit cet habitant d'un **campamento** qui avait cotisé depuis quatre ans à un organisme officiel de construction : l'immeuble acheté, il est frustré de son droit au profit des familles de militaires.

Parfois la répression prend un tour encore plus sournois comme l'explique un paysan. Du jour au lendemain, les crédits ont été coupés, les productions sous-payées pour obliger les paysans à abandonner leur terre au profit de riches propriétaires.

Le Chili sous Pinochet, c'est aussi comme l'explique un conducteur d'autobus de Santiago, les licenciements à la chaîne, le chômage. C'est encore la misère dans les **poblaciones,** les enfants sous-alimentés, les simulacres de procès, la torture, les humiliations, la difficulté de renouer des contacts...

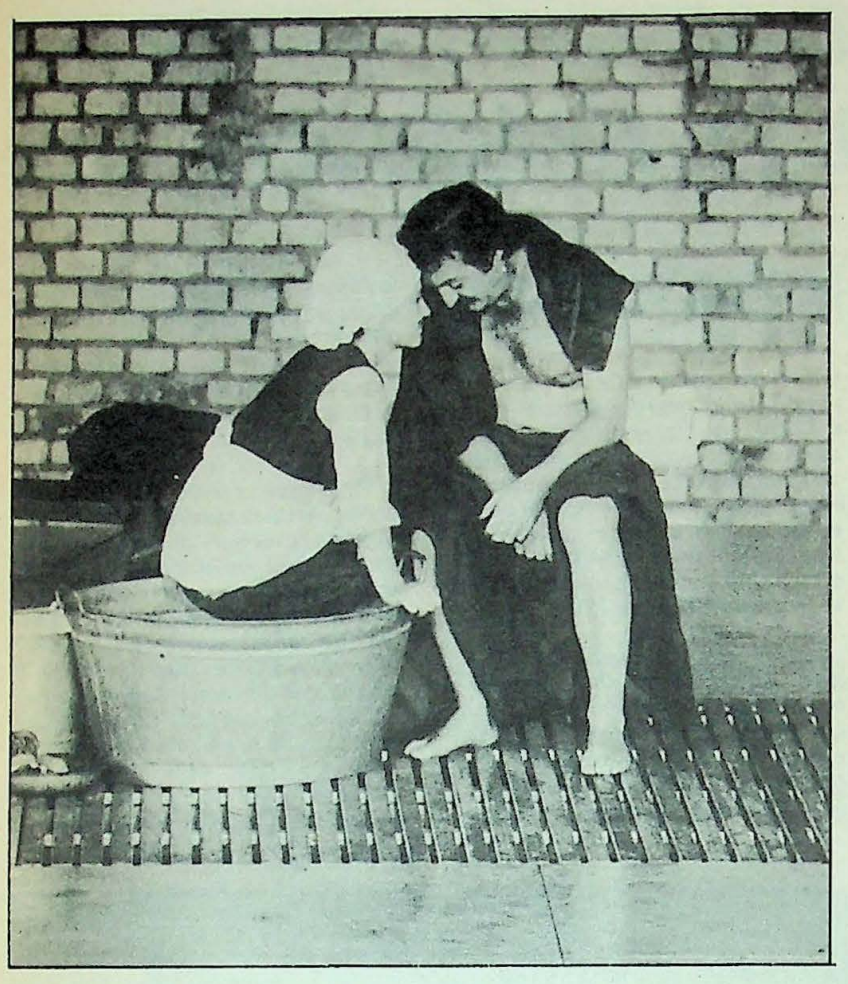
Mais cette répression quotidienne, ce fascisme ordinaire, loin de casser la résistance, ne font que renforcer la détermination du peuple chilien à combattre la **junte** de Pinochet.

« **Combien de camarades qui ont été torturés m'ont dit,** résume un militant socialiste **que jamais plus on ne les verrait sans défense les mains derrière la nuque ! Combien de femmes ne voulaient pas autrefois entendre parler de politique, qui maintenant sont prêtes à tout, même à prendre un fusil, pour venger un fils, un frère ou un mari emprisonné, torturé ou fusillé !** »

MARTIN TOUAN ■

(1) Claude Katz (journaliste et membre du PSU), **Le Chili sous Pinochet,** collection **Terres de feu,** éditions du Cerf (en vente à la librairie Syros - 22 F).

Germinal



Germinal est l'un des romans français qui se lit le plus. Il est lu, en particulier, par quantité de jeunes gens qui repèrent en lui un moment de la lutte des classes.

Ce qu'ils trouvent en effet dans sa lecture, ce n'est pas seulement une histoire vieille d'un siècle — celle d'une famille de mineurs prise sans l'avoir vraiment voulu dans un vaste mouvement de grève —, mais les conditions de vie qui ont suscité la grève d'où elles devaient sortir, momentanément au moins, aggravées. Dans Germinal, l'anecdote compte moins que la pâte même dont le roman est fait, cette pâte étant la vie des hommes qui vivent avec le charbon qu'ils extraient dans une relation physique qui commande toute leur existence, le charbon, dont ils ne parviennent pas à vivre, usant leur vie de l'intérieur.

Mais comment rendre scéniquement cette mise en condition d'une population par sa vie matérielle sans tomber dans la dramatisation où le sens du projet se noie, ou dans le didactisme ?

Au lieu de ressusciter le passé, le Collectif de création constitué par Jean-Pierre Vincent, nouveau directeur du Théâtre national de Strasbourg, s'est demandé quels liens nous, lecteurs, avons encore avec ce passé raconté. Germinal, « projet sur un roman » (1) installe sur le plateau non un vécu ancien, mais le rapport que nous avons avec ce vécu évoqué dans un livre.

Après des mois de recherches en commun, le véhicule adopté pour faire saisir à la fois le sens du projet et son contenu fut la narration. Le texte de Germinal, pris en charge par dix-sept comédiens, est un texte à une voix, mais qui donne vie à une narration multiforme : narration directe qui dit les événements et raconte le quotidien — le montant de la paye des sept membres de la famille Maheu employés dans la mine, dont la Maheude ne cesse de faire le compte dans sa tête —. Narration référencée (voilà ce que dit le livre) qui rejoint une sorte de non-dit du roman en faisant intervenir soit la citation datée par le style du XIXème siècle, soit les fiches de travail de Zola évoquant la façon dont la classe supérieure, la classe ouverte au positivisme d'Auguste Comte, voit ce monde du travail qui lui est étranger.

Constamment la narration embraye sur des scènes jouées : scènes de descente dans la mine où scènes de la vie quotidienne, tout le plateau étant par exemple méthodiquement lavé par les femmes. La narration par le geste peut aussi laisser la place au récit par le bruit (l'enfer de la mine) ou au chant choral quand l'émotion tout de même éclate (répression de la grève et mort de Catherine dans la mine) : la très grande partition de Karel Trow se substitue alors au narratif verbal.

Résulte de cette mise en œuvre une représentation assez austère, sans grâces extérieures, une manifestation, pourrait-on dire, de virilité politique. Ce Germinal, présent sentimentalement à l'esprit de tous (qu'on se souvienne de l'enterrement de Zola et de la délégation des mineurs de Denain scandant « Germinal ! Germinal ! »), même s'il renvoie à une réalité dépassée, devient, donné à lire sur le plateau, une entreprise de réflexion pour notre temps.

Loin de monter vers la grève qui n'est plus cette « rupture définitive dont rêva la fin du XIXème siècle », Germinal dédramatisé devient une vaste évocation du malheur fait aux hommes par leurs formes de vie et de la conscience qu'ils prennent, lentement, de leur condition d'opprimés.

Spectacle grave, remarquablement défendu sur scène par une équipe pour qui art et action ne sont qu'un.

Dominique NORES ■

(1) Théâtre National de Strasbourg, à Villeurbanne (TNP) du 18 au 29 novembre ; à Strasbourg (TNS) du 16 au 20 décembre.

Vient de paraître

Une brochure du Centre Populaire de Formation Socialiste

● **Le Marxisme dans le combat pour l'autogestion socialiste — Victor Leduc**

● **Présentation du Centre et des cycles : — Pascal Gollet, Victor Fay, Michel Etienne, Maurice Najman.**

En vente au prix de 2 F à la librairie Syros (9, rue Borromée 75015 Paris)

Par commande de 10 exemplaires minimum.

librairie Liste n° 5
Editions Spartacus

— CAPITALISME & LUTTE DE CLASSES EN POLOGNE 1970-71 Information Correspondance Ouvrière	25
— LES ENFANTS DU PROPHETE. J. Roussel Histoire du Mouvement Trotskyste en France	10
— GUERRE DE CLASSES EN ESPAGNE. C. Berneri	4
— PORTUGAL. L'AUTRE COMBAT Classes & Conflits dans la Société	22
— LES TROIS SOURCES DU MARXISME. Karl Kautsky	5
— FASCISME BRUN, FASCISME ROUGE. Otto Ruhle OTTO RUHLE & LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND	10
— PARTI / ETAT. STALINISME & REVOLUTION. G.Munis	13 50
— BORDIGA, LA PASSION DU COMMUNISME	1 800
— 1848-1905 ETAPES DE LA REVOLUTION. Maurige Dommanget - Rosa Luxemburg	13
Prix total reel	120 50

NOTRE PROPOSITION : F.100 franco.

Adresser commande accompagnée du règlement à :
EDITIONS SYROS. 9 rue Borromée. 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

collection psychothèque
le potentiel humain
LUCETTE COLIN
JEAN-MARIE LEMAITRE
Chaque volume 19,95 F
REMI HESS
la pédagogie institutionnelle aujourd'hui
jean-pierre delarge éditeur

Pier Paolo PASOLINI

victime de la société

Légitime défense du meurtrier, un jeune homme de 17 ans, devant des avances homosexuelles ? Crime sadique ? Crime politique ? Bien des hypothèses sont permises sur l'assassinat de Pier Paolo Pasolini. Et la vérité ne sera peut-être jamais établie. Pourtant, si cette mort violente nous sidère, elle ne saurait nous étonner. Elle semble inscrite dans la logique d'une vie et d'une œuvre.

Ninetto Davolo dans les **Mille et une nuits** de Pasolini.

C'est avant tout comme écrivain que Pasolini est connu en Italie dès ses premiers écrits. Son roman **Les Ragazzi** met en scène en 1955 de jeunes garçons qui traînent leur ennui et leurs désirs inassouvis dans les quartiers populaires de Rome au lendemain de la guerre, entre les bidonvilles, les terrains vagues et les prisons. Cette description du lumpen-prolétariat, sans concession à un quelconque romantisme de la pègre, se retrouve dans son premier film, **Accatone.**

Pasolini a alors, en 1961, trente-neuf ans. On sait ses options marxistes. Il connaît par son expérience d'enseignant les taudis de Rome. Il ne fait aucun doute qu'il trouve dans cette vie faite de vide culturel, de répression sexuelle — et de toute la violence qui en découle — l'image exemplaire du désastre d'un système économique et politique, en même temps que de la vie réelle, avec tout son côté positif.

C'est ce mélange d'écrasement social et de vitalité naturelle qui constitue le sujet de chacun de ses films. D'où l'extrême ambiguïté d'une œuvre qui sut à la fois plaire et déplaire à la droite et à la gauche, aux catholiques les plus conservateurs comme aux marxistes italiens. Ce qui lui permit d'être condamné et poursuivi pour avoir « **vilipendé la religion de l'Etat** » et de recevoir le grand prix de l'Office catholique du cinéma à deux reprises **(L'Evangile selon Saint-Matthieu, Théorème).**

Athée et marxiste proclamé, passionné de religion, sollicité par la critique catholique, qui fut donc Pasolini ? Marxiste, sans doute. Et une meilleure connaissance de Gramsci permettrait au public français de mieux saisir l'essentiel de sa pensée. Mais, en même temps, cinéaste et artiste avant d'être l'homme d'un parti ou d'un appareil (il a toujours refusé de s'inscrire au parti communiste italien ou à tout autre groupe), Pasolini n'a jamais cessé de réagir contre le manichéisme d'une conception figée de la politique (et du cinéma politique en particulier).

Son obsession (très gramscienne) est celle de la culture. Intellectuel cultivé, Pasolini se sait de ce fait différent des masses populaires. Il tente, par son cinéma, de réaliser la synthèse entre la vie réelle, matérielle du peuple italien et les mythes culturels qui l'entourent. D'où son intérêt pour la religion conçue comme l'émanation de l'imaginaire d'un peuple, à la fois idéologie et aliénation, mais aussi et surtout chargée de toutes les aspirations des individus écrasés par une société donnée.

D'où le scandale que fut en son temps **L'Evangile selon Saint Matthieu,** non parmi les chrétiens, mais à gauche, où on ne reconnut pas une vision « marxiste » de la religion: Pasolini ne mettait pas en cause le mythe ou le personnage du Christ. Il se contentait d'interroger le texte de Matthieu, non pour en donner une traduction (de gauche) sur le mode critique ou récupérateur, mais pour tenter d'y puiser une richesse et une inspiration.

Il faut rapprocher cette attitude de celle qu'eut Pasolini en 1968, en identifiant les étudiants à la bourgeoisie dont ils étaient issus et les policiers au prolétariat d'où ils sortaient. Avec exagération, Pasolini touchait du doigt certaines contradictions des révoltes étudiantes de 1968-1969 en Europe. Depuis, comme journaliste, en particulier dans le **Corriere delle Serra,** il n'a cessé de mettre en cause les mythes, les automatismes, les idées reçues de la nouvelle gauche occidentale.

Sans doute, en sexualisant, de façon agressive parfois, les institutions politiques, Pasolini n'a cessé d'obliger chacun à se remettre en question et de refuser les clivages trop évidents entre la droite et la gauche. Non au nom d'un quelconque anarchisme ou même d'une réaction individualiste bourgeoise, mais au nom d'une exigence politique plus fondamentale. Refus de considérer l'attitude politique comme un refuge ? Refus de se satisfaire d'un acquis politique, d'une évidence préétablie ? On comprend que Pasolini ait pu devenir la victime non de voyous qu'il se refusait à condamner comme tels, mais d'un univers qui ne leur offre comme solution que cette violence.

Stéphane SOREL ■

SELECTION TELE

Lundi 17

A2, *21 h 45 :* **Le solennel Monsieur Philippe de Champaigne.** *Dans ce documentaire, Paul Seban s'intéresse à un peintre janséniste et montre la survivance de cette forme dépouillée d'esthétique dans l'art actuel. Mais ses préoccupations ne se limitent pas à ce seul aspect : ce qui l'intéresse principalement, c'est de relier l'histoire à sa représentation esthétique et de montrer comment s'y inscrit l'idéologie.*

Mardi 18

A2, *20 h 30 :* **Les dossiers de l'écran, Daniel, Claude, Simone... et un million d'autres.** *Un film de Ange Casta suivi d'un débat sur* « **Le chômage en France.** » *Un problème actuel mais qui risque fort d'être escamoté suivant la tradition des* **Dossiers.**

FR3, *19 h 40 :* **Tribune libre** *dans le cadre de l'année internationale de la femme, dont nous avions dénoncé le caractère et les limites. Un problème sera au moins posé : comment changer l'image de la femme-objet donnée par la publicité.*

Mercredi 19

TF1, *20 h 30 :* **Le silence des armes.** *Une émission de Bernard Clavel réalisée par Jean Prat non pas sur la guerre d'Algérie elle-même, mais sur les séquelles que laisse toute guerre dans l'esprit d'un homme (même volontaire) qui y participe. Un sujet important mais mal joué, mal réalisé, et sur un scénario bourré de clichés.*

FR3, *20 h 30 :* **L'incendie de Chicago** *de Henri King. Un des premiers (et des meilleurs) films-catastrophe réalisé en 1938 par un vieux routier d'Hollywood.*

Jeudi 20

FR3, *20 h 30 :* **Escalier interdit** *de Robert Mulligan. Un film pas génial mais attachant sur les difficiles rapports qui se nouent entre professeurs et élèves issus de milieux populaires. Le film a le mérite de poser certaines questions qu'il ne saurait vouloir ni pouvoir résoudre.*

A2, *20 h 30 :* **Un changement de saison** *de Jacques Krier. Tout comme* **Anne-Marie ou quelque chose d'autre** *de Maurice Failevic,* **Un changement de saison** *traite le cas d'une femme au travail, plus précisément celui d'une femme qui choisit de retravailler lorsque ses enfants sont élevés et qu'un « salaire d'appoint » se révèle indispensable. On pourrait critiquer Krier sur ce salaire d'appoint, mais c'est finalement un aspect mineur par rapport à tout le côté positif. L'héroïne, Nicole, est une femme de trente-huit ans qui tente désespérément de se réinsérer dans la société active, à la fois pour permettre à ses enfants d'avoir une meilleure vie, et pour connaître autre chose que l'éternel ménage. Contrairement à Failevic qui avait choisi pour Anne-Marie un mari excessif, Krier a opté pour un mari (relativement) accommodant et fait porter son effort sur les relations de la femme et de la société sans toutefois négliger l'aspect familial ou l'aspect sexuel du couple. Une remarquable émission comme on aimerait en voir plus souvent à la télévision.*

Stéphane SOREL ■

derrière le goût et le sens des formules

Il n'y a pas si longtemps, la CFDT affirmait que l'union des forces populaires allait prendre le pouvoir à plus ou moins brève échéance. Il n'y a pas si longtemps, la CFDT mettait tous ses espoirs dans une victoire de l'union de la gauche et demandait à ses militants de se situer par rapport au parti socialiste. Il n'y a pas si longtemps les cadres dirigeants de la CFDT, qu'ils s'en défendent ou non,peu importe, servaient d'éléments moteurs à l'opération des assises nationales du socialisme.
Aujourd'hui,où en est la CFDT ? Le conseil national du 22 au 25 octobre 1975 fournit quelques éléments. La CFDT va tenir son congrès national en mai 1976, d'où l'importance des débats qui le précèdent.

Le rapport de Hubert Lesire-Ogrel sur « l'action et ses perspectives dans la situation générale » **n'est pas tendre pour l'union de la gauche et le Programme commun.** « Si le régime n'est pas en mauvaise posture, c'est d'abord à l'absence d'opposition réelle qu'il le doit »... « La faiblesse des réponses de la gauche ne tient pas seulement au contenu de ses propositions, mais aussi à la manière dont elle les élabore ».

Gommer l'opération des assises...

Certes le rapport de Lesire-Ogrel attaque beaucoup plus durement le PC que le PS, mais celui-ci n'est pas épargné. Si l'on ajoute plusieurs déclarations récentes d'Edmond Maire, dont son interview à l'hebdomadaire du PS, l'Unité, **il ressort que la CFDT « prend ses distances » à grands pas. Quelles sont les motivations d'une telle volte-face ?**
Certes les aspects tactiques ne manquent pas : isoler les militants proches du CERES en « cartonnant » le Programme commun : désarmer ceux qui,dans la gauche syndicale,se réclament en premier lieu du courant autogestionnaire ; donner satisfaction à une base qui avait accueilli plutôt fraichement, voire même avec inquiétude, l'opération des assises.
Mais ils ne sont peut-être pas prédominants. Le vide laissé par la polémique des partis de gauche est durement ressenti. Il se traduit par un repliement sur soi et une résurgence de la méfiance à l'égard des partis politiques.

...sans changer de stratégie...

Pourtant,quant au fond,rien ne semble avoir vraiment évolué. Le débat « socialisation et nationalisation » **qui s'est institué lors du vote de la résolution générale est à cet égard révélateur. La discussion dont nous résumons quelques éléments s'inscrit dans un chapitre intitulé** « à crise d'ensemble, réponse d'ensemble ».

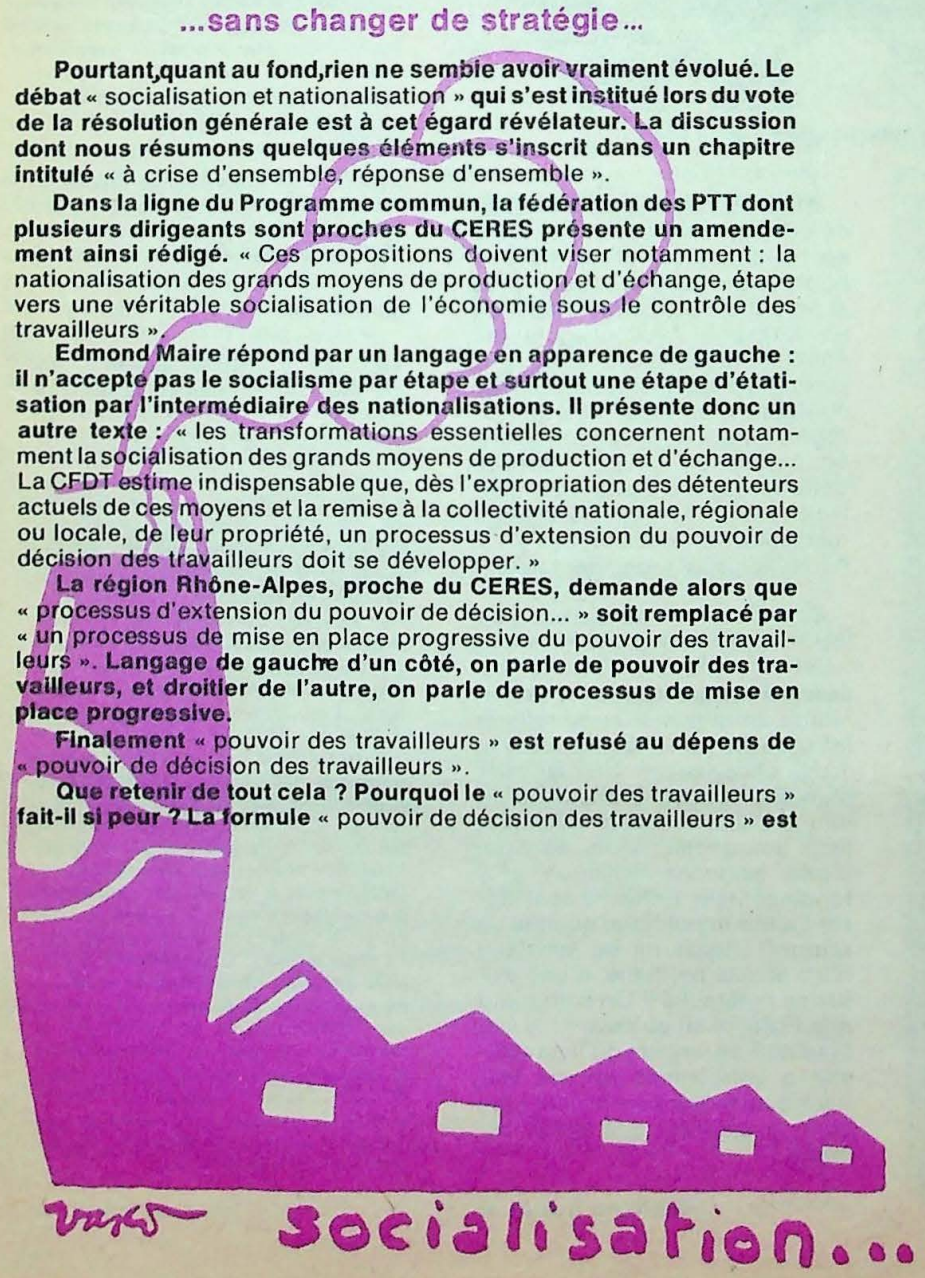
Dans la ligne du Programme commun, la fédération des PTT dont plusieurs dirigeants sont proches du CERES présente un amendement ainsi rédigé. « Ces propositions doivent viser notamment : la nationalisation des grands moyens de production et d'échange, étape vers une véritable socialisation de l'économie sous le contrôle des travailleurs ».

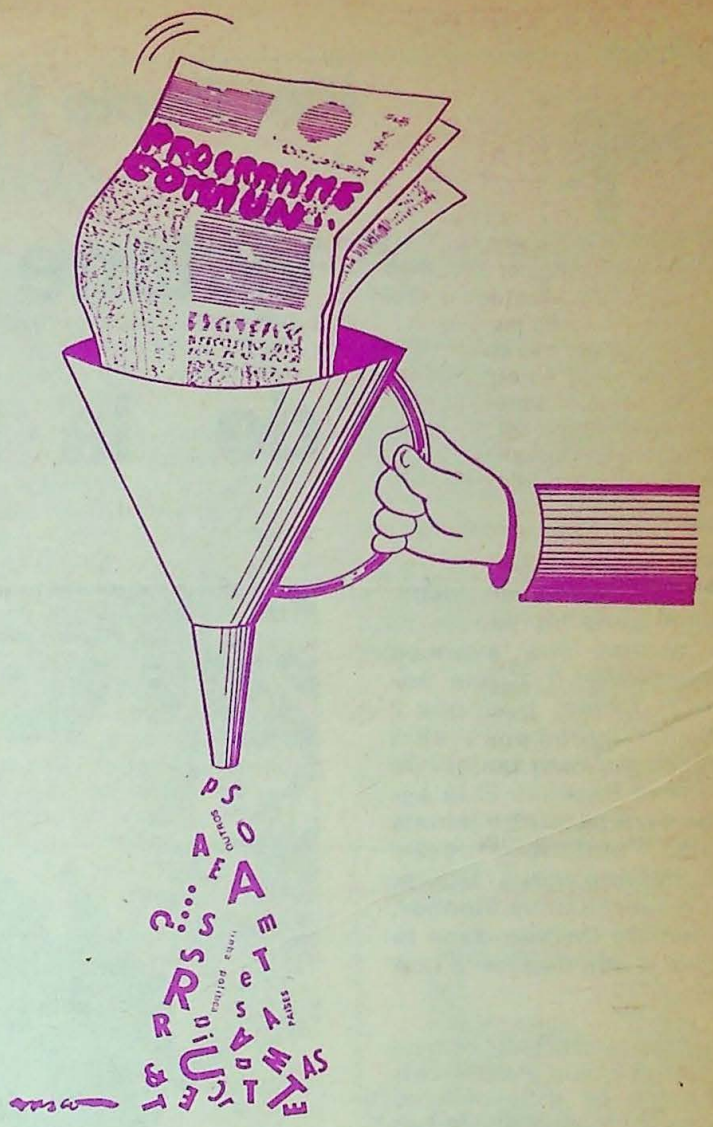
Edmond Maire répond par un langage en apparence de gauche : il n'accepte pas le socialisme par étape et surtout une étape d'étatisation par l'intermédiaire des nationalisations. Il présente donc un autre texte : « les transformations essentielles concernent notamment la socialisation des grands moyens de production et d'échange... La CFDT estime indispensable que, dès l'expropriation des détenteurs actuels de ces moyens et la remise à la collectivité nationale, régionale ou locale, de leur propriété, un processus d'extension du pouvoir de décision des travailleurs doit se développer. »

La région Rhône-Alpes, proche du CERES, demande alors que « processus d'extension du pouvoir de décision... » **soit remplacé par** « un processus de mise en place progressive du pouvoir des travailleurs ». **Langage de gauche d'un côté, on parle de pouvoir des travailleurs, et droitier de l'autre, on parle de processus de mise en place progressive.**

Finalement « pouvoir des travailleurs » **est refusé au dépens de** « pouvoir de décision des travailleurs ».

Que retenir de tout cela ? Pourquoi le « pouvoir des travailleurs » **fait-il si peur ? La formule** « pouvoir de décision des travailleurs » **est**





non seulement ambiguë — car elle ne couvre qu'un champ partiel du pouvoir — mais de surcroît elle peut facilement se réduire à des moyens institutionnels. D'autre part,n'est-il pas paradoxal de rejeter les « étapes » **pour finalement accepter des** « processus de mise en place progressive ». **On se cache derrière les jeux de mots.**

Mais une critique plus fondamentale est à faire. Les formulations ci-dessus, qu'elles émanent de la direction confédérale ou de militants proches du CERES, ne laissent aucun doute sur la stratégie sous-jacente.

En effet, à quel moment se produit l'expropriation des grands moyens de production ? Qui la réalise ? Est-on déjà dans la phase de transition vers le socialisme ? L'affrontement,même violent,avec la bourgeoisie n'est-il pas inévitable lorsque celle-ci se sent dépossédée ? Comment l'expropriation se situe-t-elle par rapport à cet affrontement ? N'existe-t-il pas une phase même courte de double pouvoir dans les entreprises ?

Le fait que toutes ces questions ne trouvent aucune réponse dans la résolution générale ne laisse aucun doute sur la stratégie sous-tendue : il s'agit de la victoire électorale qui permettra d'octroyer l'expropriation puis « progressivement le pouvoir de décision ». **Le cheminement s'effectue par le haut. La stratégie électoraliste et parlementariste a décidément la peau dure.**

...ni définir des perspectives claires

Tout aussi significatif se trouve être le paragraphe de la résolution générale « des objectifs revendicatifs liés aux objectifs de transformation vers le socialisme ».

Pourquoi Michel Rolant dans son rapport introductif parle-t-il seulement de réduire les inégalités, de mettre en cause l'éventail hiérarchique, de viser une nouvelle répartition des revenus ? La question fondamentale à laquelle il aurait fallu répondre n'est-elle pas : y a-t-il la moindre justification à la hiérarchie des salaires quelle qu'elle soit ?

Il est de surcroît remarquable de constater qu'il n'ait pratiquement rien dit, ou si peu, sur la démocratie ouvrière et les formes de lutte qui sont directement liées aux objectifs de transformation, occupation des entreprises, autoréduction, refus de la légalité, contrôle ouvrier, etc.

Répondre correctement à la crise du capitalisme, c'est aussi répondre à la question : quelles perspectives politiques actuelles pour le mouvement ouvrier ? Dans la CFDT, les militants influencés par le CERES défendent le Programme commun, la direction confédérale se replie sur elle-même à la recherche de son originalité,en attendant des jours meilleurs à gauche. Dans ces conditions, l'affirmation autogestionnaire risque fort elle aussi de devenir une référence sacrée et immuable, vide de tout contenu autre qu'affectif.

Pourtant dans le cadre de sa spécificité la CFDT se doit, à partir des luttes quotidiennes, d'amener les travailleurs à prendre réellement, à tous les niveaux, leur sort en mains.

DANIEL JUGE ■